

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Iran

N° 82 du 01.01 au 20.01.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_iraniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

#### Tiré à Part

Iran : l'assassinat de Ahmadi Roshan suscite 1 000 vocations.

Mei Xinyu : Il est impossible que la Chine n'achète plus le pétrole iranien.

1 Dossier & Point de vue

1-1 Karim MOHSEN : [Mais contre qui s'arme donc Riyadh?](#)

1-2 Dedefensa : Les USA et les sanctions anti-Iran: désordre et bras d'honneur dans les rangs.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Fidel CASTRO : La paix mondiale tient à un fil.

2-2 Pétition contre la guerre en Iran et en Syrie

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Bibeau : LA GUERRE CONTRE L'IRAN N'AURA PAS LIEU !

3-2 Manlio Dinucci : OTAN : Répétitions de guerre

3-3 Michel Chossudovsky : L'Iran face à une attaque à l'arme nucléaire : « Aucune option n'est écartée ».

3-4 Chems Eddine CHITOUR : Embargo pétrolier de l'Iran : coup d'épée dans l'eau ou apocalypse.

3-5 Michael Bar-Zvi : Les scientifiques iraniens sont-ils les seuls en danger ?

4 Annexe

4-1 Maxime Chaix : La guerre financière globale, l'escalade dans le golfe Persique et les menaces vitales con

---

#### Tiré à Part

Iran : l'assassinat de Ahmadi Roshan suscite 1 000 vocations.

Selon le ministre des Sciences et Techniques, M Kamran Daneshjo, de nombreux jeunes universitaires iraniens ont demandé à changer leur cursus en réaction à l'assassinat d'un de leur scientifique.

Mostafa Ahmadi Roshan, âgé de 32 ans, a été tué le 11 janvier dernier lors de l'explosion d'une bombe magnétique placée sur une voiture à bord de laquelle il se trouvait en compagnie de deux autres passagers.

Il travaillait au sein du programme d'enrichissement d'uranium du site de Natanz, et avait été formé à l'université Sharif de Téhéran, l'université scientifique la plus réputée du pays.

Depuis janvier 2010, trois autres scientifiques iraniens ont été assassinés, dont deux travaillaient pour le programme nucléaire du pays.

L'actuel chef de l'Organisation Iranienne de l'Énergie Atomique, Fereydoun Abbasi, a également été visé par un attentat similaire en 2010, auquel il a échappé.

Une enquête du *Sunday Times* a révélé ce dimanche que les agents du Mossad israélien étaient les auteurs de l'assassinat contre le scientifique iranien.

À ce jour plus de 300 étudiants de l'université Sharif et environ un millier d'étudiants à travers le pays ont postulé pour changer leur major et commencer un cycle d'étude en physique nucléaire et ingénierie nucléaire.

Réseau Voltaire |

18 janvier 2012

---

Mei Xinyu : Il est impossible que la Chine n'achète plus le pétrole iranien.

On apprend que les Etats-Unis envisage de demander à la Chine de coopérer avec eux pour intensifier et renforcer les sanctions à l'encontre de l'Iran en s'abstenant d'acquérir le pétrole iranien. Cependant pour ce qui est de la partie chinoise, quels que soient les arguments qu'on avance, il n'y a aucune raison pour elle de suivre à l'aveuglette la partie américaine dans les sanctions économiques qu'elle applique à l'encontre de la partie iranienne, et tout particulièrement en renonçant à l'achat du pétrole iranien.

Primo, les sanctions économiques qui frappent l'Iran ont été déclenchées par les Etats-Unis et non une sanction due à une résolution de l'ONU qui supervise et contrôle son application. Ce qui est certain, c'est que les Etats-Unis ne signifient aucunement la communauté internationale. Peu de temps après la fin des sanctions appliquées de 1979 à 1981 à l'égard de la République islamique, les Américains ont déclenché une fois de plus trois années plus tard, c'est-à-dire en 1984, des sanctions économiques plus dures et plus complètes envers cette dernière et celles-ci ont duré et traîné en longueur jusqu'à aujourd'hui. Pour ce qui est de la Chine, elle est un pays souverain indépendant qui ne peut en aucun cas emboîter à l'aveuglette le pas aux Etats-Unis, excepté dans le cas où les sanctions ont été imposées suite à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Quant aux échanges économiques et commerciaux entre la Chine et l'Iran, ils constituent des transactions légales basées sur des normes internationales et ils ne transgressent aucunement quelque loi que ce soit.

Secundo, la politique extérieure chinoise aspire à deux grands et importants sujets que ce sont la paix et le développement et elle a comme objectif principal la sauvegarde de la paix mondiale. Afin de pouvoir créer un excellent environnement favorable au développement de l'économie chinoise et de l'économie mondiale. L'intensification et le durcissement des sanctions économiques à l'encontre de l'Iran ne pourraient qu'accroître et qu'aggraver la situation déjà extrêmement tendue dans la région du Golfe, ne pourraient qu'augmenter sérieusement les risques d'affrontement dans la région et ne pourraient qu'apporter encore plus de facteurs indéterminés à l'économie mondiale sur laquelle planent les ombres de la crise de la dette souveraine qui ravage les Etats-Unis et l'Europe et des risques auxquels doivent faire faces les économies émergentes. En tant qu'un grand pays responsable de la communauté internationale, la Chine ne doit pas et ne peut pas adopter ce genre de mesures irresponsables et risquées.

Pour les Etats-Unis qui sont le pays du monde qui s'est servi le plus du moyen de la sanction économique depuis le vingtième siècle, ils est important pour eux de réfléchir sérieusement et profondément s'ils ont effectivement abusé et utilisé avec excès ce moyen. Au cours de la période allant de 1914 à 1990, il y a eu 116 sanctions économiques internationales dont 77 ont été appliquées par les Américains. Puis, après la fin de la Guerre froide jusqu'à l'année 2007, parmi les quelques 80 cas de sanctions économiques, plus de 60 ont été dues à la partie américaine et les sanctions ont frappé plus de la moitié de la population mondiale. Dans le court laps de temps de seize ans qui ont suivi la fin de la Deuxième guerre mondiale, le nombre des nouveaux cas de sanction a atteint à peu près soixante dix pour cent du nombre des cas de sanctions internationales étalées sur les 76 années allant de 1914 à 1990.

Tertio, la participation aux sanctions économiques contre l'Iran portera gravement et sérieusement préjudice aux intérêts stratégiques de la Chine, notamment dans le domaine économique. Seulement pour ce qui est des intérêts économiques, l'Iran constitue pour celle-ci l'une des principales et des plus importantes sources d'approvisionnement en pétrole et également un grand marché pour l'écoulement de ses produits de consommation, de l'exportation de ses capitaux et de ses équipements et de la réalisation

de grands projets forfaitaires de construction outre-mer. En 2010, le commerce entre la Chine l'Iran a atteint 29,4 milliards de dollars US. L'année suivante, il a augmenté à quelques 41 milliards de dollars US durant la période janvier – novembre, soit une croissance de 55,8%. L'Iran occupe une place prépondérante dans l'importation du pétrole en Chine. Si par hasard la Chine décide de suspendre l'achat du pétrole iranien, alors pour pallier à l'important manque de pétrole où doit-elle se porter alors pour trouver une autre source d'approvisionnement ? Même si elle trouverait un autre pays et d'autres compagnies pétrolières qui acceptent de lui vendre du pétrole, mais le renforcement du monopole dans les marchés pétroliers internationaux, ainsi que la hausse des prix du pétrole constitueraient pour elle des problèmes qu'elle préfère ne pas rencontrer.

Quarto, les faits ont toujours démontré que dans la plupart des cas les nombreuses sanctions économiques déclenchées par les Etats-Unis n'étaient aucunement utiles à la réalisation de leurs objectifs et qu'au contraire elles pourraient provoquer de graves désastres humanitaires. On a déjà évoqué ci-devant les moyens de sanctions économiques utilisés dans le monde entier au vingtième siècle et indiqué que les Etats-Unis ont été le pays qui s'en servait le plus. Cependant les résultats laissent à désirer du fait des effets douteux de ces moyens. Le cas typique après la fin de la Guerre froide a été la sanction économique à l'encontre de l'Irak appliquée principalement de 1991 à 2003 par les Etats-Unis avec l'approbation de l'ONU. Ladite sanction a constitué une catastrophe humanitaire du fait qu'elle a touché gravement le peuple irakien qui en a beaucoup souffert : dans ce pays, le revenu moyen par tête d'habitant qui était de quatre mille dollars US en 1989 est tombé à moins de trois cent en l'an 2000 ; l'enseignement gratuit appliqué depuis une trentaine d'années disparaît complètement en septembre 2000, car on a été obligé de l'annuler et de le supprimer du fait de la situation désastreuse de l'économie du pays ; il a été enregistré le décès de quelques 1.732.000 personnes mortes des suites de l'insuffisance en personnels et en produits médicaux et parmi les décédés, plus de la moitié sont des enfants ..... Ne fais pas à autrui ce que tu n'aimerais pas que l'on te fasse, si tu veux qu'on t'épargne, épargne aussi les autres. La même chose s'était passée au début de la fondation de la Chine nouvelle, car les Etats-Unis ont appliqué un embargo commercial global envers celle-ci, lequel a duré une vingtaine d'années et c'était seulement après la visite en Chine en 1972 du Président américain Nixon que l'embargo a été annulé, c'est pourquoi le peuple chinois comprend parfaitement les souffrances et les malheurs qu'endurent un peuple en raison des sanctions économiques et c'est la raison pour laquelle il se montre réticent et n'approuve aucunement ce genre de pratique qui impose souffrance et malheur à un peuple innocent. (Auteur de l'article : Mei Xinyu, chercheur à l'Institut de recherches du Ministère chinois du Commerce)

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

<http://french.people.com.cn/Economie/7705006.html>

---

## 1 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

1-1 Karim MOHSEN : [Mais contre qui s'arme donc Riyadh?](#)

L'Arabie Saoudite vient d'acquérir 84 chasseurs-bombardiers F-15 américains pour la modique somme de 29,4 milliards de dollars. Ce qu'annonçait jeudi dernier le département d'Etat américain. Pour les Etats-Unis, cette vente constitue un «message fort» selon lequel «Washington est attaché à la sécurité du Golfe». Suivez le regard du porte-parole du département d'Etat qui, positif ajoute, - les affaires sont les affaires et un pactole de tant de milliards de dollars n'est pas de refus - cette transaction «va améliorer les capacités de dissuasion et de défense de l'Arabie Saoudite contre des menaces extérieures à sa souveraineté». Une dissuasion contre qui? Israël? A notre connaissance, le seul «vrai ennemi» du Royaume wahhabite. Vous n'y êtes pas. L'ennemi auquel songe Washington est bien évidemment l'Iran et son controversé programme nucléaire. Est-ce là le combat de l'Arabie Saoudite? La question mérite désormais d'être posée lorsque Riyadh surenchérit, déclarant par la voix du porte-parole de son ministère de la Défense que ce contrat «garantit au royaume de bénéficier des capacités de défense les plus élevées possibles pour protéger son peuple et son territoire». Pour se prémunir contre qui? Israël ou l'Iran? Il faut savoir que dans les ventes de ces armes aux pays arabes un alinéa interdit leur utilisation contre Israël. Ceci dit, «l'ennemi» pour lequel les Etats-Unis arment l'Arabie Saoudite est donc identifié: l'Iran! On

relève, dès lors, qu'il y a là comme un défaut: l'Arabie Saoudite, siège des Lieux Saints de l'Islam, et qui accueille (à Djeddah) l'Organisation de la Conférence islamique (OCI, 57 pays, dont l'Iran) peut-il être l'ennemi d'un autre pays musulman? Désormais la question se pose avec gravité: le combat que les Etats-Unis mènent contre l'Iran peut-il être celui de l'Arabie Saoudite? L'interrogation se pose d'autant plus que Riyadh aurait dû - devait - faire l'effort d'ijtihad pour une interprétation correcte du bras de fer qui oppose depuis des années l'Iran aux Etats-Unis. Si l'Arabie Saoudite ne s'arme pas contre l'Iran ni, on le sait, contre Israël, contre qui s'arme-t-elle alors? Contre ses voisins arabes? Il serait donc opportun que Riyadh explique ce qu'il entend par ce contrat qui «garantit au royaume de bénéficier des capacités de défense les plus élevées possibles pour protéger son peuple et son territoire» si ce n'est pas contre le seul ennemi connu de l'Arabie Saoudite, Israël, contre qui Riyadh veut protéger «son peuple et son territoire»? De fait, beaucoup de questionnements pour ce qui apparaît comme le «marché du siècle» en matière de vente d'armes - quand des dizaines de milliards de dollars sont en jeu - mais contient peu de réponses. Admettons que Riyadh soutienne à coups de milliards de dollars le complexe militaro-industriel américain (qui en a bien besoin en ces moments de récession), c'est son problème, comme c'est son droit de jeter son argent par les fenêtres - encore que cela se discute eu égard à la question du Proche-Orient et au veto de Washington à l'admission de la Palestine à l'ONU - mais que l'Arabie Saoudite s'embrigade dans un combat douteux qui n'est pas le sien, cela remet en question l'indépendance des pays du Golfe - lesquels accueillent l'armada américaine notamment à Bahreïn, au Qatar, au Koweït et...en Arabie Saoudite (Riyadh Air Base et King Fahd Air Base, Prince Sultan Air Base a été rendue à l'armée saoudienne en septembre 2003) - et pose avec acuité l'interrogation quant à la sécurité du Monde arabe dans son entier. En attendant, la liste des «achats» saoudiens, confirmés ou en attente de concrétisation, est ahurissante. Jugez-en plutôt: 84 chasseurs F-15 dernier modèle, plus la rénovation de 70 F-15 S (c'est le contrat annoncé le 29 décembre), achat de 72 hélicoptères lourds Black Hawk dont les Saoudiens possèdent déjà 22 exemplaires, 60 hélicoptères antichars Apache Longbow, et 36 hélicoptères légers Little Bird. No comment!

Karim MOHSEN

05/01/2012

<http://www.lexpressiondz.com/edito/145751-mais-contre-qui-s-arme-donc-riyadh.html>

---

1-2 Dedefensa : Les USA et les sanctions anti-Iran: désordre et bras d'honneur dans les rangs.

A la fin de la semaine dernière, quelques délégués de l'Union européenne rencontraient au département d'Etat le *Special Envoy on Iran Sanctions* et un assistant à l'adjoint de la secrétaire d'Etat. Ils recevaient comme "bonne nouvelle" qu'une coalition massive était en train de se former, avec notamment l'Union Européenne, l'Inde, la Chine, et "d'autres encore", où certains auraient cru distinguer la Russie et la Turquie, notamment comme participants effectifs à l'embargo sur le pétrole iranien. Les "informations" données quasiment comme acquises par le State Department furent accueillies par les émissaires européens comme argent comptant et s'avèrent fondées sur les renseignements que le secrétaire au trésor Geithner et d'autres envoyés US étaient assurés par avance de voir confirmées durant des visites effectuées la semaine dernière et ces derniers jours. En quelque sorte, ces visites semblaient n'être qu'un simple déplacement de remerciement pour ce qui ne faisait plus aucun doute... Les sources proches de Geithner firent notamment état, de leur côté, de l'intérêt ou du ralliement de pays tels que la Chine, le Japon et l'Inde, et donc ce qui fut aussitôt déterminé comme leur accord acquis pour suivre la politique d'embargo du pétrole iranien. Cette vision avait été, bien entendu, entièrement acceptée par la bureaucratie de l'UE qui a vécu pendant quelques jours sur l'illusion d'un front anti-iranien puissant et sans guère de failles.

Depuis, ces pays ont réagi par l'une ou l'autre voie officielle. Ils ont largement mis en cause ou écarté abruptement la version américaniste selon laquelle ils avaient finalement été convaincus et avaient donné leur accord à la partie US. Certains l'ont fait catégoriquement, d'autres d'une façon moins directe. Ces diversités de réactions permettent de tirer des enseignements précis sur le comportement de ces directions politiques, face aux pressions américanistes fondées, du point de vue de la communication, sur la certitude quasiment *a priori* de la partie US que leurs interlocuteurs doivent céder sans aucun doute à leurs pressions. On peut considérer que la machinerie bureaucratique US, agissant comme d'habitude selon les conceptions et la psychologie du Système qu'elle représente, manifeste ce caractère spécifique

de la psychologie américaniste que nous nommons “[indéfectibilité](#)” (incapacité d’envisager la défaite pour soi-même).

- La Turquie a eu la réaction la plus nette, et cela en réponse directe à la visite à Ankara du sous-secrétaire d’Etat William Burns, venu lundi et mardi à Ankara pour obtenir l’accord turc sur les sanctions décidées par les USA. La visite de Burns, spécialement pour la Turquie, était considérée comme un acte de pression extrêmement fort des USA, surtout venant directement du département d’Etat. L’argument était encore plus celui de la sécurité nationale que celui de l’économie (comme c’était le cas avec la visite de Tom Geithner dans d’autres pays), fondé sur la nécessité de la solidarité avec l’OTAN et les pays du bloc BAO. Dans ces conditions, cette sollicitation était clairement perçue comme une tentative majeure des USA, non seulement d’impliquer la Turquie dans la dynamique des sanctions, mais de réintégrer ce pays dans la solidarité américaniste-occidentaliste après son affirmation de politique indépendante de ces deux dernières années. Le refus turc est significatif à mesure et constitue un échec grave pour les USA. *PressTV.com* rapporte l’aspect formel de ce refus, le [13 janvier 2012](#) : *«Turkey will not abide by any unilateral or multilateral sanctions against Iran, Turkish Foreign Ministry spokesman Selcuk Unal told a news conference on Thursday. Ankara would examine the content of sanctions, but commits itself to the United Nations Security Council's resolutions and not to any other sanctions by other countries, he added.»*

- Une réaction très nette est également celle de la Chine. Elle est notamment relayée et répétée par le représentant de la Chine à l’ONU, Li Bao dong (le [12 janvier 2012](#) sur *PressTV.com*). C’est une position classique des Chinois, qu’ils tiennent fermement depuis qu’il est question de sanctions et de l’embargo du pétrole, selon une décision d’origine US. Enfin, sur le fait des sanctions, c’est un jugement catégoriquement négatif au profit de négociations. Une allusion est faite par Li Bao dong au voyage de Geithner à Pékin, signifiant par là, de façon très nette et contrairement aux affirmations US, que les USA ont rencontré une fin de non-recevoir à leurs sollicitations, – ce qui donne à la position chinoise, malgré ses précautions de langage, une très nette coloration anti-US.

*«China has expressed its opposition to the US call for the imposition of an oil embargo on Iran, stressing that Washington should consider holding constructive talks with Tehran. Sanction against Tehran will bear no fruit. Beijing believes that sanctions will change nothing, said China's Permanent Representative to the United Nations Li Baodong in an interview with IRNA on Thursday.*

*»He pointed to the efforts by US Treasury Secretary Timothy Geithner to woo China for the implementation of an oil sanction on Iran and reiterated that sanctions would not be effective. “I believe that the time is ripe for Beijing and Washington to resolve problems and launch constructive direct negotiations,” Li stated.»*

- Les USA comptent beaucoup sur un ralliement de l’Inde. Là aussi, l’opération paraît vouée à l’échec, avec les réactions d’un ministre (non désigné) qui tient le raisonnement déjà exposé impliquant une négociation directe avec l’Iran pour réaménager les conditions de livraison et de paiement (en roupies, et non plus en dollars) du pétrole iranien à l’Inde. C’est le site *Trust.org*, qui relaie Reuters et détaille cette réaction, le [13 janvier 2012](#).

*«India will keep doing business with Tehran and sees no reason to seek a waiver from the United States that would protect buyers of Iranian oil from a fresh round of sanctions, a senior Indian cabinet minister said on Thursday. “Why should we seek waiver from the U.S.? We have done business with Iran earlier and will continue to do business,” the minister, who has knowledge of the matter but did not want to be named as the issue is confidential, told Reuters. The minister said government officials would visit Iran next week and find ways to pay for oil in light of U.S. financial measures designed to block the trade.»*

- Le Japon était tenu comme acquis par les USA, pour revenir rapidement et sans délais sur son annonce initiale qu’il envisageait de poursuivre l’exportation de pétrole iranien. La chose était déjà dite dans la dépêche citée ci-dessus, annonçant, toujours selon les informations US d’un ralliement général, que le Japon “ferait comme les autres” et suivrait la consigne US («*Other major buyers of Iranian crude such as Japan and South Korea do intend to secure such waivers*»). Pour l’instant, “les autres” semblent, avec ceux qui rechignent ou refusent, fort peu nombreux. Le ministre japonais qui avait donné son accord à Geithner lors de la visite du secrétaire au trésor américaniste a été démenti comme ayant parlé un peu vite et pour son propre compte. (Voir *Trudst.org* du [13 janvier 2012](#), relayant Reuters.) Il reste évidemment qu’il semble assez improbable que les Japonais n’en viennent pas finalement à s’aligner sur les USA, selon ce qu’on sait de leur allégeance totale aux USA.

«Japan's policy on Iranian oil was left in doubt on Friday after the prime minister distanced himself from the finance minister's pledge to reduce oil imports in support of a U.S. push to prevent Iran from making nuclear weapons. Prime Minister Yoshihiko Noda said the pledge, made by Finance Minister Jun Azumi only a day before in a joint press conference with U.S. Treasury Secretary Timothy Geithner, was Azumi's "personal opinion" and that the government wants to discuss the matter with the business community.

»The foreign minister and the government's top spokesman also made comments suggesting Japan was not yet committed to reducing Iranian oil imports, which could potentially damage the credibility of its foreign policy and its dealings with the United States, its most important ally...»

• Les Russes, eux, parlent sécurité nationale. Rogozine, ambassadeur russe auprès de l'OTAN récemment nommé vice-Premier ministre, donnait une réception d'adieu à ses collègues de l'OTAN vendredi. Il a fait une déclaration amicale d'adieu, mais néanmoins fort politique, et il s'agissait bien du très sérieux nouveau vice-Premier qui parlait. Un point fort de sa déclaration a concerné l'Iran, qui ne fait pourtant pas partie des préoccupations officielles de l'OTAN, mais qui est confirmée comme faisant partie des préoccupations majeures de sécurité nationale de la Russie. Selon *Russia Today* du [14 janvier 2012](#), Rogozine a réaffirmé très officiellement que tout conflit concernant l'Iran constituerait "une menace" pour la sécurité nationale de la Russie, – ce qui n'est plus très loin de l'interprétation selon laquelle "si vous attaquez l'Iran, vous attaquez indirectement la Russie, – avec les conséquences...". (*«The escalating conflict around Iran should be contained by common effort, otherwise the promising Arab Spring will grow into a "scorching Arab Summer," says Dmitry Rogozin, Russia's deputy prime minister and former envoy to NATO. "Iran is our close neighbor, just south of the Caucasus. Should anything happen to Iran, should Iran get drawn into any political or military hardships, this will be a direct threat to our national security," stressed Rogozin.»*).

: [http://www.dedefensa.org/article-les\\_usa\\_et\\_les\\_sanctions\\_anti-iran\\_desordre\\_et\\_bras\\_d\\_honneur\\_dans\\_les\\_rangs\\_14\\_01\\_2012.html](http://www.dedefensa.org/article-les_usa_et_les_sanctions_anti-iran_desordre_et_bras_d_honneur_dans_les_rangs_14_01_2012.html)

---

---

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Fidel CASTRO : La paix mondiale tient à un fil.

J'ai eu le plaisir, hier, de converser calmement avec Mahmoud Ahmadineyad que je n'avais plus vu depuis septembre 2006, voilà plus de cinq ans, quand il était venu à La Havane participer à la Quatorzième Conférence au sommet du Mouvement des pays non alignés qui avait élu Cuba pour la seconde fois à la présidence de cette organisation pour la durée prévue de trois ans. J'étais tombé gravement malade le 26 juillet 2006, un mois et demi avant, et je pouvais à peine me maintenir assis sur le lit. Plusieurs des dirigeants les plus distingués qui assistaient au Sommet eurent l'amabilité de me rendre visite. Chávez et Evo le firent plusieurs fois. Quatre dont je me souviens encore vinrent en début d'après-midi : Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU ; un vieil ami, Abdelaziz Bouteflika, le président algérien ; Mahmoud Ahmadineyad, le président iranien ; et Yang Jiechi, alors vice-ministre et aujourd'hui ministre des Relations extérieures de la République populaire de Chine, en représentation de Ju Jintao, chef du Parti communiste et président du pays. Ce fut vraiment un moment important pour moi qui rééduquais aux prix de gros efforts mon bras droit sérieusement blessé lors de ma chute à Santa Clara.

J'avais commenté avec ces quatre dirigeants des aspects des problèmes complexes que le monde connaissait alors et qui sont le devenus assurément de plus en plus.

À notre rencontre d'hier, j'ai constaté que le président iranien était on ne peut plus tranquille, absolument indifférent aux menaces yankees, confiant en la capacité de son peuple de repousser n'importe quelle agression et dans l'efficacité des armes dont il produisent une grande partie eux-mêmes pour faire payer aux agresseurs un prix insupportable.

En fait, c'est à peine s'il a parlé de la guerre. Il est plutôt revenu sur les idées qu'il avait exposées à sa conférence dans le grand amphi de l'Université de La Havane, axées sur l'être humain : « S'acheminer vers la paix, le respect de la dignité humaine en tant que souhait de tous les êtres humains tout au long de l'Histoire. »

Je suis convaincu qu'on ne doit pas s'attendre de la part de l'Iran à des actions irréflechies qui contribueraient au déclenchement d'une guerre. Si celle-ci éclate, ce sera uniquement la faute de l'aventurisme et de l'irresponsabilité congénitale de l'Empire yankee.

Je pense de mon côté que la situation politique créée autour de l'Iran et les risques d'une guerre atomique qui en émanerait et toucherait tous les pays, qu'ils possèdent des armes de ce genre ou non, sont extrêmement délicats parce qu'ils menacent l'existence même de notre espèce. Le Moyen-Orient, qui produit des ressources économiques vitales pour l'économie de la planète, est devenu aujourd'hui la région la plus conflictuelle au monde.

La capacité de destruction de certaines armes employées durant la Deuxième Guerre mondiale et les souffrances massives qu'elles infligèrent incitèrent fortement à en prohiber quelques-unes, dont les gaz asphyxiants. Néanmoins, les conflits d'intérêts et les énormes profits des fabricants les conduisirent à élaborer des armes encore plus cruelles et plus destructrices, jusqu'au jour où la technologie moderne a fourni les matériaux et les moyens nécessaires à la mise au point d'armements dont l'emploi dans une guerre mondiale conduirait à notre extermination.

Je suis d'avis – qui est sans aucun doute celui de toutes les personnes dotées d'un sens élémentaire de leurs responsabilités – qu'aucun pays, grand ou petit, n'a le droit de posséder des armes atomiques.

On n'aurait jamais dû s'en servir pour attaquer deux villes sans intérêt militaire comme Hiroshima et Nagasaki, pour assassiner et irradier avec d'horribles effets durables des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants d'un pays déjà vaincu sur le plan militaire.

À supposer que le nazi-fascisme eût obligé les puissances liées contre lui à rivaliser avec cet ennemi de l'humanité dans la fabrication de cette arme, le premier devoir de l'Organisation des Nations Unies, créée à la fin de la guerre, aurait dû être de l'interdire sans la moindre exception.

Mais les États-Unis, la nation la plus puissante et la plus riche, imposèrent au reste du monde la ligne à suivre. Ils possèdent aujourd'hui des centaines de satellites qui épient et surveillent de l'espace tous les habitants de la planète ; ils ont équipé leurs forces navales, terrestres et aériennes de milliers d'armes atomiques ; ils manipulent à leur guise, par Fonds monétaire international interposé, les finances et les investissements du monde.

Quand on analyse l'histoire de l'Amérique latine, depuis le Mexique jusqu'à la Patagonie en passant par Saint-Domingue et Haïti, on constate que toutes les nations, sans exception, du début du XIXe siècle à nos jours, soit deux cents ans, ont été victimes et continuent de l'être toujours plus des pires crimes que le pouvoir et la force puissent commettre contre le droit des peuples. De brillants écrivains ne cessent de les dénoncer. L'un d'eux, Eduardo Galeano, auteur de *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, vient d'être invité à inaugurer le prix prestigieux de la Casa de las Américas, en reconnaissance à son œuvre marquante.

Les événements se succèdent à une vitesse incroyable, mais la technologie permet d'en informer le public encore plus vite. Des nouvelles importants tombent, aujourd'hui comme hier. Une dépêche de presse du 11 nous apprend :

« *La présidence danoise de l'Union européenne a informé mercredi qu'un nouveau train de sanctions encore plus sévères serait décidé le 23 contre l'Iran à cause de son programme nucléaire, visant non seulement son secteur pétrolier, mais aussi sa Banque centrale... Nous irons encore plus loin dans nos sanctions contre son pétrole et ses structures financières* », a affirmé le chef de la diplomatie danoise, Villy Soevndal, à la presse étrangère.

On peut constater clairement que sous prétexte d'éviter la prolifération nucléaire, Israël a le droit d'accumuler des centaines d'ogives atomiques, tandis que l'Iran, lui, n'a même pas celui de produire de l'uranium enrichi à 20 p. 100.

Une agence de presse britannique bien connue fournit une autre nouvelle sur ce thème :

« *La Chine n'a pas donné le moindre signe, mercredi, qu'elle céderait aux pressions des États-Unis pour qu'elle réduise ses achats de pétrole iranien et elle a considéré comme excessives les sanctions de Washington contre Téhéran.* »

On reste abasourdi de voir avec quelle tranquillité les États-Unis et l'Europe censément civilisée orchestrent une campagne assortie de méthodes systématiquement terroristes. Pour s'en convaincre, il suffit de la nouvelle fournie par une autre agence de presse européenne :

« *L'assassinat, ce mercredi, d'un responsable de la centrale nucléaire de Natanz, au centre de l'Iran, a été précédé de trois autres depuis janvier 2010.* »

Le 12 janvier de cette année-là, « *un physicien nucléaire de renommée internationale, Massoud Ali-Mohammad, professeur à l'Université de Téhéran, qui travaillait pour les Gardiens de la révolution, est mort dans l'explosion d'une moto piégée devant son domicile de la capitale.* »

« *29 novembre 2010 : Majid Shahriari, fondateur de la Société nucléaire iranienne, "chargé d'un des grands projets de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique" [...] a été tué à Téhéran par l'explosion d'une bombe magnétique fixée à sa voiture.*

« *Ce même jour, un autre physicien nucléaire, Feyerdoun Abbasi Davani, a fait l'objet d'un attentat dans des conditions identiques quand il garait sa voiture devant l'Université Shahid Beheshti de Téhéran, où tous deux étaient professeurs.* » Il n'a été que blessé.

« *23 juillet 2011 : le scientifique Dariush Rezaiejad, qui travaillait à des projets du ministère de la Défense, a été abattu à coups de feu par des inconnus qui roulaient en moto à Téhéran.*

« *11 janvier 2012 – soit le jour même où Ahmadinejad voyageait entre le Nicaragua et Cuba pour donner sa conférence à l'Université de La Havane – le scientifique Moustapha Ahmadi Roshan, qui travaillait à la centrale de Natanz où il était le vice-directeur pour les affaires commerciales, est mort dans l'explosion d'une bombe magnétique posée sur sa voiture, près de l'Université Allameh Tabatabaï, à l'est de Téhéran... L'Iran en a accusé de nouveau les États-Unis et Israël* », comme pour les cas précédents.

Il s'agit là de l'assassinat sélectif, mais systématique, de brillants scientifiques iraniens. J'ai lu des articles de sympathisants notoires d'Israël qui considèrent ces crimes perpétrés par ses services secrets en collaboration avec ceux des États-Unis et de l'OTAN comme quelque chose de tout à fait normal. Des agences informent depuis Moscou :

« *La Russie a alerté aujourd'hui qu'un scénario similaire à celui de la Libye était en train de mûrir en Syrie, mais que l'attaque partirait cette fois-ci de la voisine Turquie.*

« *Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité russe, a affirmé que l'Occident voulait "punir Damas non pas tant à cause de la répression contre l'opposition, mais de son refus de rompre son alliance avec Téhéran".*

« *...à son avis, un scénario libyen est en train de mûrir, mais les attaques ne viendront pas en l'occurrence de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, mais de Turquie.*

« *Il s'est même risqué à affirmer : "Il se peut que Washington et Ankara soient déjà en train de définir différentes options de zones d'exclusion aérienne, où des armées de rebelles syriens pourraient être entraînées et concentrées".* »

Les nouvelles proviennent non seulement d'Iran et du Moyen-Orient, mais aussi d'autres points d'Asie centrale proche de cette région. Ce qui nous permet d'apprécier la complexité des problèmes découlant de cette zone dangereuse.

Les États-Unis ont été entraînés par leur politique impériale contradictoire et absurde dans de sérieux problèmes dans des pays comme le Pakistan, dont les frontières avec celles d'un autre État important, l'Afghanistan, ont été délimitées par les colonialistes sans tenir compte des cultures ni des ethnies.

Dans ce dernier pays qui a défendu des siècles durant son indépendance face au colonialisme anglais, la production de drogues s'est multipliée depuis l'invasion yankee, tandis que les soldats européens appuyés par des drones et l'armement perfectionné des États-Unis commettent des massacres ignominieux qui augmentent la haine de la population et éloignent les possibilités de paix. C'est bien ça, et d'autres horreurs, que reflètent les dépêches des agences de presse occidentales :

« *WASHINGTON, 12 janvier 2012. Le secrétaire d'État à la Défense, Leon Panetta, a taxé ce jeudi d'"absolument déplorable" le comportement de quatre hommes présentés come des marines étasuniens en train de pisser sur des cadavres, selon une vidéo circulant sur Internet.*

« *"J'ai vu les images et je trouve ce comportement absolument déplorable".*

« *"Ce comportement est absolument inapproprié de la part de membres de l'armée étasunienne et ne traduit en aucun cas les critères et les valeurs que nos forces armées jurent de respecter".*

En fait, le secrétaire à la Défense ne confirme ni n'infirme ces faits. Chacun donc peut en douter, et lui le premier peut-être.

En tout cas, il est extrêmement inhumain que des hommes, des femmes et des enfants, ou un combattant afghan qui se bat contre l'occupation étrangère, soient assassinés sous les bombes d'avions sans pilote. Pis encore : des dizaines de soldats et officiers pakistanais qui surveillent les frontières du pays ont été déchiquetées par ces bombes.



Le président afghan lui-même, Karzai, a affirmé qu'outrager des cadavres était « *tout simplement inhumain* » et il a demandé à l'administration étasunienne d' *"infliger la peine la plus sévère à quiconque serait condamné pour ce crime"*. »

Des porte-parole des Talibans ont déclaré : « *Des centaines d'actes semblables ont été commis ces dix dernières années sans qu'on les révèle.* »

On en arrive presque à prendre en pitié ces soldats, séparés de leurs familles et de leurs amis, envoyés à des milliers de kilomètres de leur patrie pour lutter dans des pays dont ils n'ont peut-être jamais entendu parler à l'école et où on leur confie la mission de tuer ou de mourir afin d'enrichir des sociétés transnationales, des fabricants d'armes et des politicards sans scrupules qui dilapident chaque année les fonds dont on aurait besoin pour alimenter et éduquer les innombrables millions d'affamés et d'analphabètes dans le monde.

Nombre de ces soldats, victimes de leurs traumatismes, finissent par s'ôter la vie.

Est-ce que j'exagère quand je dis que la paix mondiale tient à un fil ?

Fidel Castro Ruz

14 janvier 2012

traduction J-F Bonaldi, la Havane

URL de cet article 15592

<http://www.legrandsoir.info/la-paix-mondiale-tient-a-un-fil.html>

---

## 2-2 Pétition contre la guerre en Iran et en Syrie

Lancé à l'initiative de Domenico Losurdo, cet appel international, paru en plusieurs langues et destiné au gouvernement respectif de chaque pays concerné, a déjà reçu le soutien de plusieurs députés au Bundestag, du philosophe et député européen Gianni Vattimo, et de nombreux citoyens.

Pour signer la version française de cette pétition, envoyer vos noms et confirmation à

[stopperlaguerre@gmail.com](mailto:stopperlaguerre@gmail.com)

N'hésitez pas à faire circuler ce texte.

Stopper les préparatifs de guerre!

Mettre fin à l'embargo!

Solidarité avec les peuples iranien et syrien!.

Des dizaines de milliers de morts, une population traumatisée, des infrastructures largement détruites et un Etat désintégré : c'est là le résultat de la guerre menée par les Etats-Unis et l'OTAN pour s'approprier les richesses lybiennes et recoloniser le pays.

A présent, ces derniers préparent éhontément la guerre contre l'Iran et la Syrie, deux pays stratégiquement importants, riches en matières premières et qui refusent, en toute indépendance politique, de se soumettre à leurs dikats. Une attaque de l'OTAN contre la Syrie ou l'Iran pourrait provoquer un conflit direct avec la Russie et la Chine, ce qui aurait des conséquences inimaginables.

De continuelles menaces de guerre, le déploiement de troupes aux frontières de l'Iran et de la Syrie, sans parler des actions terroristes et de sabotage de la part d' "unités spéciales" infiltrées, tout cela fait partie de l'arsenal avec lequel les Etats-Unis et autres membres de l'OTAN imposent un état d'exception aux deux pays pour les épuiser. Les Etats-Unis et l'Union européenne tentent de façon cynique et inhumaine de paralyser par l'embargo le commerce extérieur et les transactions financières de ces pays. De manière délibérée, ils veulent précipiter les économies iranienne et syrienne dans une crise grave, augmenter le nombre de chômeurs et compromettre l'approvisionnement de la population. Pour trouver un prétexte à leur intervention militaire planifiée depuis longtemps, ils cherchent à attiser les conflits ethniques et sociaux internes et à provoquer une guerre civile. L'Union européenne ainsi que le gouvernement italien collaborent grandement à cette politique d'embargo et de menaces de guerre contre l'Iran et la Syrie.

Nous appelons tous les citoyens, églises, partis, syndicats, mouvements pacifistes à s'opposer énergiquement à cette politique de guerre.

Nous demandons au gouvernement français :

- de stopper sans conditions et immédiatement l'embargo contre l'Iran et la Syrie
- de déclarer qu'il ne participera en aucune sorte à une guerre contre ces Etats et qu'il n'autorisera pas l'utilisation de sites français pour une agression de la part des Etats-Unis et de l'OTAN
- de s'impliquer au niveau international pour mettre fin à la politique des chantages et des menaces de guerre contre l'Iran et la Syrie.

Les peuples iranien et syrien ont le droit de décider par eux-mêmes et souverainement de l'organisation politique et sociale de leur pays. Le maintien de la paix exige que soit respecté rigoureusement le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres Etats.

Domenico Losurdo

Gianni Vattimo

Manlio Dinucci

la version allemande de ce texte a été signée par les élus :

Eva-Bulling-Schroeter

Sevim Dagdelen

Dr. Diether Dehm

Heike Hänsel

Ulla Jelpke

---

---

### 3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

#### 3-1 Bibeau : **LA GUERRE CONTRE L'IRAN N'AURA PAS LIEU !**

La guerre contre l'Iran n'aura pas lieu... pour le moment.

La guerre d'Iran n'aura pas lieu de sitôt même si 'Pierrot le fou' - Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël - crie «Aux loups, aux loups» à la Knesset - parlement israélien - pendant qu'Ahmadinejad – le Président iranien – ne l'écoute pas, ne l'entend pas, et pour cause, l'Iran connaît parfaitement les plans de l'hyène américaine et l'Ayatollah Khamenei sait également que le renard israélien ne commande pas au loup états-unien. C'est plutôt l'inverse (1).

Tout ce que la Terre porte d'analystes, d'observateurs, d'experts militaires se sont émus la semaine dernière à l'annonce qu'un porte-avions de la V<sup>e</sup> flotte américaine, furetant dans le secteur du détroit d'Ormuz, loin de son port d'attache, avait été chassé de la région par un exercice militaire iranien. Le navire risquait en effet de provoquer un incident-accident entre les deux belligérants se disputant le Golfe persan (2).

L'incident n'était pourtant qu'un exercice de réchauffement avant la conflagration à venir. Après avoir assisté à ce coup monté, dites-vous que l'une des prochaines fois sera la bonne et que cet incident provoqué déclenchera non pas la 'troisième guerre mondiale' mais l'attaque américano-israélienne contre l'Iran que l'Amérique attend depuis si longtemps.

Pourquoi pas cette fois, ni la prochaine, mais la suivante seulement ? Et pourquoi en 2013 et pas avant ? Pour répondre à ces questions il faut savoir pourquoi les USA en veulent tant à l'Iran. Si l'on ne sait pas répondre à cette question préalable, on en est réduit à conjecturer – à spéculer – à colporter les papiers d'intoxication médiatique des éditorialistes américains et israéliens.

Posons d'abord une prémisse évidente. Neuf pays de par le monde possèdent l'arme atomique. Ce sont les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni, l'Inde, la Chine, le Pakistan, la Corée du Nord et Israël – entre 100 et 200 ogives – (3). Y a-t-il plus criminel que le gouvernement états-unien ? Y a-t-il plus hystérique que le gouvernement israélien ? Y a-t-il plus instable que le gouvernement pakistanais ? Y a-t-il plus imprévisible que le gouvernement coréen ? Y a-t-il plus soumis que le gouvernement du Royaume-Uni ? Y a-t-il plus cynique que le gouvernement de Russie ? Y a-t-il plus agité que le gouvernement de Sarkozy ? Pourtant, ni l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) ni l'ONU ne suggèrent le désarmement nucléaire de ces gouvernements menaçants et incompetents.

Il faut en conclure que la propagande à propos du danger nucléaire iranien n'est qu'un faux-semblant qui cache autre chose, d'autant plus que celui qui s'en dit le plus préoccupé-menacé est justement le seul qui ait utilisé l'arme atomique deux fois plutôt qu'une (Hiroshima et Nagasaki) et qu'il menace encore une fois de l'utiliser contre l'Iran – bombes de type Blu-117 – (4). Qui plus est, les États-Unis possèdent 2 200 têtes nucléaires et 800 vecteurs, de quoi détruire la planète toute entière (5). Que feront les deux ou trois bombes nucléaires iraniennes – à supposer qu'elles existent – montées sur des missiles Shihab-3 – 2 200 km de portée maximum – alors que les États-Unis se situent à 11 000 kilomètres du Golfe persique ? Moins d'une heure après une prétendue attaque iranienne, mille bombes nucléaires américaines pulvériseraient l'Iran ne laissant plus une âme qui vive (77 millions d'habitants). Espérons que nous en

avons terminé avec cette fadaise de la menace nucléaire iranienne tout juste bonne à effrayer les retraités des salons de thé.

Mais alors qu'est-ce qui justifie l'acrimonie états-unienne à l'encontre de la destinée iranienne ? Dans un papier, il y a tout juste une année, nous avons répondu à cette question – «Regardez du côté du détroit d'Ormuz», disions-nous (6).

L'Iran a commis le crime de lèse-majesté de ne pas trembler quand Georges W. Bush l'a désigné à la vindicte de sa 'communauté internationale'. L'Iran a l'outrecuidance de développer sa propre politique nationale plénipotentiaire. L'Iran a le culot de vendre son pétrole à la Chine en devises souveraines iraniennes. L'Iran s'approvisionne en armement auprès de la Russie honnie. L'Iran a choisi le camp de l'impérialisme chinois – l'ennemi irrédentiste de l'impérialisme américain. Enfin, l'Iran a le mauvais goût de posséder une frontière sur le détroit d'Ormuz par où transite près de 35 % du pétrole mondial, point de passage pétrolier que les États-Unis entendent bien entraver ou faire entraver ! Pour que ce plan machiavélique fonctionne, les États-Unis doivent cependant colmater au moins deux brèches dans le dispositif de verrouillage pétrolier de la région du Golfe persique. Le projet Nabucco, un oléoduc irano-irako-syrien destiné à acheminer le pétrole iranien et irakien jusqu'en Méditerranée via le territoire syrien et le projet d'oléoduc des Émirats Arabes Unis destiné à contourner le détroit d'Ormuz pour l'acheminer directement jusqu'au port de Foujeirah (7). Pour ce dernier oléoduc ce ne sera pas compliqué; les Émirats Arabes Unis sont sous protectorat américain et leur pétrole sera acheminé aux clients que Washington aura accrédités ; pour le premier cependant, rien n'est assuré et la subversion récemment entreprise contre la Syrie vise justement le contrôle de cet oléoduc.

Dans un récent article nous demandions pourquoi la France et l'Euroland endossent la stratégie américaine visant leur propre étranglement pétrolier (8) ? En effet, si le détroit d'Ormuz est interdit à la navigation, c'est la Chine et l'Europe qui seront privées de carburant et non les États-Unis qui s'approvisionnent autrement. Ceci nous amène à conclure que l'Union Européenne devrait réviser ses politiques vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran prochainement.

L'agression américaine contre la Syrie et l'Iran s'inscrit comme une étape de la guerre que se livrent les trois grands camps de l'impérialisme mondial – le camp états-unien – le camp de l'Euroland allié au camp américain jusqu'au 8 décembre dernier et dont il tente dorénavant de s'éloigner pour ne pas couler avec le dollar plombé – et le camp chinois, la superpuissance industrielle montante à laquelle sont associées l'Iran, la Syrie et la Russie.

Un expert affirme que ce que nous décrivons ci-haut : « ce modèle militaire mondial du Pentagone en est un de conquête du monde » (9). Les États-Unis n'envisagent nullement de conquérir le monde. Leur puissance technico-militaire est énorme mais leur capacité militaire conventionnelle – humaine – est bien en-deçà de telles ambitions. Les Américains souhaitent simplement détruire les infrastructures urbaines, les infrastructures portuaires et les raffineries iraniennes de façon à punir ce pays pour sa dissidence ; faire un exemple auprès de tous les autres pays en voie de développement qui caressent des rêves d'indépendance nationale.

Les États-Unis ne cherchent pas à s'emparer du pétrole iranien, ils en seraient bien incapables puisqu'ils ne songent nullement à débarquer des détachements de Marines et à s'installer à Téhéran. Quand on est impuissant à mater les talibans afghans, on ne songe même pas à occuper l'Iran.

Les États-Unis cherchent plutôt à provoquer une crise économique, financière, monétaire mondiale qui frappera toutes les puissances impérialistes, dépréciera leurs monnaies (le Yuan et l'Euro – le Dollar, lui s'en va déjà à vau-l'eau) et les rendront dépendantes des marchés boursiers et des ressources énergétiques du monde anglo-saxon (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada) où la valeur des entreprises pétrolières s'élèvera de façon vertigineuse en même temps que la valeur de l'or noir (Golfe du Mexique, Alaska, Sables bitumineux de l'Alberta et Mer du Nord).

Ce coup de «poker» démentiel et meurtrier ne provoquera pas la 'troisième guerre mondiale' – les deux autres blocs impérialistes concurrents ne sont pas encore prêts à engager un affrontement militaire contre la superpuissance nucléaire américaine représentant la moitié des dépenses militaires de la planète (10).

Les peuples du monde souffriront énormément de cette crise économique profonde accompagnée d'une inflation importante, d'une hausse du chômage déjà catastrophique, d'une déprime boursière, de l'effondrement des hedge funds et des caisses de retraite des travailleurs; cette crise enclenchera des soulèvements ouvriers, des grèves et des occupations d'usines jalonneront la guerre de classe – travail contre capital – sur le front économique que les opportunistes petits-bourgeois auront mission de liquider en proposant divers slogans réformistes pour sauver le système capitaliste.

L'attaque américano-israélienne contre l'Iran n'aura pas lieu en 2012 – année d'élection américaine. Le sort de la Syrie doit d'abord être tranché ; pour Méphisto Obama et pour le Minotaure Netanyahu rien ne presse. Après l'élection il sera temps d'ouvrir les portes de l'enfer et de libérer les Cerbères des Guerres puniques contemporaines.

Un indice pour ceux qu'il presse de savoir quand cela surviendra : il suffit de compter les grands navires de guerre américains qui mouillent dans le Golfe persique ; quand il n'en restera plus aucun, le combat de l'Armageddon tonnera dans la fournaise persane.

(1) «Déclarations d'Hillary Clinton et du secrétaire à la Défense Leon Panetta : « aucune option n'est écartée ». Panetta a toutefois indiqué qu'« Israël ne devrait pas envisager d'action unilatérale contre l'Iran », tout en soulignant que « toute opération militaire d'Israël contre l'Iran doit être appuyée par les États-Unis et coordonnée avec eux ». (Déclaration de Leon Panetta le 2 décembre au Saban Center, cité dans [U.S. Defense Secretary: Iran could get nuclear bomb within a year – Haaretz](#), 11 décembre 2011. C'est l'auteur qui souligne.).

(2) Il faut souligner toutefois que la flotte de guerre iranienne est chez-elle près des côtes d'Iran alors que la Ve flotte américaine est une intruse à 11 00 kilomètres des côtes américaines. 3.1.2012.  
[http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/03/le-bras-de-fer-entre-l-iran-et-l-occident-se-poursuit\\_1624979\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/03/le-bras-de-fer-entre-l-iran-et-l-occident-se-poursuit_1624979_3218.html)

(3) Mordechaï Vanunu en entrevue avec Silvia Cattori. 2005. «non seulement on ne s'en prend pas à Israël, mais on aide même ce pays en secret. Il y a une coopération secrète entre Israël et la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Ces pays ont décidé de contribuer à la puissance nucléaire d'Israël afin de faire de ce pays un État colonial, dans le monde arabe. Ils aident Israël, parce qu'ils veulent que ce pays soit à leur service, en tant que pays colonialiste contrôlant le Moyen-Orient, ce qui leur permet de s'emparer des revenus pétroliers et de maintenir les Arabes dans le sous-développement et les conflits fratricides. Telle est la principale raison de cette coopération.».  
<http://www.silviacattori.net/article2313.html>

(4) Michel Chossudovsky 6.1.2012. Mondialisation. « (...) attaque contre l'Iran, mais aussi que cette attaque pourrait inclure l'utilisation d'armes nucléaires tactiques antiblockhaus ayant une capacité explosive allant de trois à six fois celle d'une bombe d'Hiroshima.»  
<http://www.centpapiers.com/l%E2%80%99iran-face-a-une-attaque-a-l%E2%80%99arme-nucleaire-%C2%AB-aucune-option-n%E2%80%99est-ecartee-%C2%BB/91431>

(5) <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1089606/2010/04/06/Arsenal-nucleaire-americaain-sur-terre-mer-ou-ciel-des-ogives-par-milliers.dhtml>

(6) *La guerre contre l'Iran aura-t-elle lieu ?* 14.01.2011. <http://bellacio.org/fr/spip.php?article112543> et dans cet écrit datant de novembre dernier, *Menacer l'Iran préparer l'invasion de la Syrie*. 17.11.2011. <http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=27724>

(7) <http://www.voltairenet.org/Les-Etats-Unis-suspendent-leurs> et <http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201201/09/01-4484169-emirats-un-oleoduc-pour-eviter-le-detroit-dormuz-bientot-operationnel.php>

(8) Deux mille douze avant et après ? <http://www.centpapiers.com/deux-mille-douze-avant-et-apres/91333>

(9) Pierre Khalaf. *Guerre au Proche-Orient : anatomie d'une menace*. 24.10.2011.  
<http://www.voltairenet.org/Guerre-au-Proche-Orient-anatomie-d>

(10) Manlio Dinucci. *Les USA 'tournent' la page et s'apprêtent à de nouvelles guerres*. 7.1.2012.  
<http://www.centpapiers.com/la-guerre-contre-1%e2%80%99iran-n%e2%80%99aura-pas-lieu/91834>  
<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28526>

---

3-2 Manlio Dinucci : OTAN : Répétitions de guerre

Manœuvres de guerre, l'OTAN contre l'Iran : Avions israéliens à Decimomannu

Les avions de chasse OTAN stationnés à Decimomannu (Cagliari, Sardaigne) avaient à peine fini de bombarder la Libye que s'est immédiatement déroulée dans la base aérienne la manœuvre Vega 2011. Hôte d'honneur l'aviation israélienne, qui, avec celles italienne, allemande et hollandaise, s'est exercée à des « attaques à longue portée ». Comme le rapporte ce matin (*jeudi 3 novembre 2011, NdT*) la presse israélienne elle-même, ceci entre dans le cadre de la préparation d'une attaque contre les implantations nucléaires iraniennes. La manœuvre fait partie de la coopération militaire Italie-Israël, établie par la Loi du 17 mai 2005. Elle entre aussi en même temps dans le « Programme de coopération individuelle » avec Israël, ratifié par l'OTAN le 2 décembre 2008, trois semaines environ avant l'attaque contre Gaza. Elle comprend non seulement des manœuvres militaires conjointes, mais l'intégration des forces armées israéliennes dans le système électronique OTAN et la coopération dans le secteur des armements. C'est ainsi que la seule puissance nucléaire de la région, Israël, se trouve de fait intégrée dans l'OTAN même si elle refuse de signer le Traité de non-prolifération (alors que l'Iran, qui ne possède pas d'armes nucléaires, l'a signé).

Il y a deux jours Israël a testé un nouveau missile balistique à longue portée, que le ministre de la défense Ehud Barak a défini comme « un important pas en avant dans le domaine balistique et spatial ». Ceci confirme le rapport d'une commission britannique indépendante, que vient de publier le *Guardian*, selon lequel Israël est engagé à potentialiser ses capacités d'attaque nucléaire, en particulier les missiles balistiques *Jéricho 3* à portée intercontinentale de 8-9 mille Kms et les missiles de croisière lancés par les sous-marins. Ce programme est soutenu par les plus grands pays de l'OTAN.

L'Allemagne a fourni à Israël, dans les années 90, trois sous-marins *Dolphin* (deux sous forme de don) et lui en remettra en 2012 deux autres (dont le coût de 1,3 milliards de dollars est financé pour un tiers par le gouvernement allemand), tandis qu'est ouverte la tractation pour la fourniture d'un sixième sous-marin. Les *Dolphin*, dotés des systèmes de navigation et de combat les plus sophistiqués, ont été modifiés de façon à pouvoir lancer des missiles de croisière nucléaires à longue portée : les *Popeye Turbo*, dérivés des étasuniens, avec une portée de 1.500 Kms.

Les Etats-Unis, qui ont déjà fourni à Israël plus de 300 chasseurs bombardiers F-16 et F-15, se sont engagés à lui fournir au moins 75 chasseurs F-35 *Joint Strike Fighter* de cinquième génération (dont le coût unitaire a grimpé à 120 millions de dollars) et à entraîner en premier les pilotes israéliens, pour former au plus tôt trois escadrilles de F-35 qui constitueront « un nouveau fer de lance stratégique des forces aériennes israéliennes ». L'Italie, dans le cadre de l'accord de coopération militaire, est en train de collaborer à des projets de recherche conjointe surtout avec les instituts israéliens Weizmann et Technion [1][2], qui effectuent des recherches sur les armes nucléaires et sur celles de nouveau type. Entre dans ce cadre la manœuvre de Decimomannu, confirmant qu'on est en train de mettre au point un plan d'attaque contre l'Iran, avec la participation de forces israéliennes, étasuniennes, britanniques et autres, soutenues par les commandements et les bases OTAN. Et le plan prévoit sûrement, pour décourager d'éventuelles lourdes représailles, de pointer sur la tête du pays attaqué le pistolet avec la balle nucléaire dans le canon.

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio*

[1][1] ministre de la défense, « appelé de la guerre en des temps plus sincères » comme disait José

Saramago. *Les intermittences de la mort*, p. 67, Seuil, Paris 2008. NdT.

1[1][2] A propos de Technion, avec lequel collaborent nombre de nos laboratoires publics de recherche, fondamentale ou appliquée, financés donc par nos impôts (on peut trouver le détail sur Internet), voir : <http://www.technionfrance.org/> .

On y apprend (<http://www.technionfrance.org/actualites.asp> ) par exemple que le prix Nobel de chimie 2011 « Daniel Shechtman [est], professeur émérite, faculté génie des matériaux, [au] Technion.

*Le Technion, Israel Institute of Technology et l'Association Technion France sont fiers et heureux d'annoncer que le Prix Nobel de Chimie 2011 vient d'être attribué au Professeur Distingué Danny Shechtman de la Faculté de Génie des Matériaux au Technion.*

[...] *C'est le deuxième prix Nobel de Chimie pour le Technion qui l'avait déjà reçu en 2004.*

*L'association Technion félicite Daniel Shechtman et sa famille, félicite le Technion, Israel Institute of Technology pour un nouveau succès au nom de la Science en Israël et dans le Monde. L'association Technion félicite Daniel Shechtman et sa famille, félicite le Technion, Israel Institute of Technology pour un nouveau succès au nom de la Science en Israël et dans le Monde ».* (surlignages de la traductrice)

On y apprend aussi que le Technion est un institut de recherche israélien depuis 1924 ...

<http://www.technionfrance.org/leTechnion.asp>

Sur la mission :

« *Les diplômés du Technion occupent une place de premier plan dans le secteur industriel en Israël et dans le monde ainsi que des fonctions éminentes dans les organismes gouvernementaux, académiques et liés à la défense nationale du pays. Le Technion s'est fixé une mission : conquérir des positions nationales et internationales pour promouvoir sa haute technologie cruciale à l'avenir de l'Etat d'Israël et en étroite collaboration avec l'industrie.* »

Exemple de recherches sympathiques contribuant à la mission à la rubrique *Sécurité* :

<http://www.technionfrance.org/docs/ATF%20Bulletin%20Adhsion%202010.pdf>

Et pour avoir une idée des mondanités présidant à la collaboration et au soutien politique -gouvernement et opposition- français à cette mission « *cruciale à l'avenir de l'Etat d'Israël* », voir :

<http://www.facebook.com/group.php?gid=324805283581> .

On aura sans doute intérêt à faire aussi quelques recherches sur notre collaboration scientifique avec l'institut Weizmann...NdT

*Manlio Dinucci*

Edition de vendredi 4 novembre de *il manifesto*

Prove di guerra, aerei israeliani a Decimomannu

Manlio Dinucci

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca), Le 4 novembre 2011

[ilmanifesto.it](http://ilmanifesto.it)

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20111104/manip2pg/09/manip2pz/312756/>

---

3-3 Michel Chossudovsky : L'Iran face à une attaque à l'arme nucléaire : « Aucune option n'est écartée ».

« Lorsqu'une guerre nucléaire sous l'égide des États-Unis devient un "instrument de paix" toléré et accepté par les institutions internationales et les plus importantes autorités, dont les Nations Unies, il n'y a pas de retour en arrière : la société humaine a été précipitée la tête la première et de manière indélébile sur la voie de l'autodestruction. » ([Towards a World War III Scenario](#), Global Research, mai 2011)

Le monde est à un carrefour dangereux. Les États-Unis sont sur le sentier de la guerre.

La Troisième Guerre mondiale n'est plus un concept abstrait.

Les États-Unis et leurs alliés se préparent à lancer contre l'Iran une guerre nucléaire aux conséquences dévastatrices.

Cette aventure militaire, dans le vrai sens du terme, menace l'avenir de l'humanité.

Le modèle militaire mondial du Pentagone en est un de conquête du monde.

Le déploiement militaire des forces des États-Unis et de l'OTAN a lieu simultanément dans plusieurs régions du monde.

Les prétextes de guerre et les « justifications » abondent. L'Iran est présenté comme une menace pour Israël et le reste du monde.

La guerre contre l'Iran est sur la planche à dessin du Pentagone depuis plus de huit ans. Récemment, une nouvelle série de menaces et d'accusations ont été proférées à l'endroit de Téhéran.

Une guerre non déclarée («war of stealth») a déjà débuté. Des agents de renseignement du Mossad sont sur le terrain. Des formations paramilitaires clandestines sont envoyées en Iran et des drones de la CIA sont déployés.

Pendant ce temps, Washington, Londres, Bruxelles et Tel-Aviv ont lancé des initiatives de déstabilisation spécifiques visant à [« étouffer l'Iran sur le plan diplomatique, économique et financier »](#)

Un régime de sanctions accru a été formulé par le Congrès des États-Unis :

« "[U]n consensus bipartite a émergé à Washington en faveur de l'étranglement de l'économie iranienne." Celui-ci consiste à introduire "un amendement au projet de loi sur l'autorisation de défense de 2012, conçu pour anéantir l'économie iranienne [...] en rendant la vente de son pétrole pratiquement impossible pour Téhéran". » (Tom Burghardt, [Target Iran: Washington's Countdown to War](#), Global Research, décembre 2011.)

Cette nouvelle vague de battage diplomatique accouplée à la menace de sanctions économiques a également contribué à déclencher une aura d'incertitude dans le marché du pétrole brut, ce qui pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour l'économie mondiale.

Entre-temps, les entreprises médiatiques se sont lancées dans une opération renouvelée de propagande relative au présumé programme nucléaire iranien en soulignant des « activités possiblement liées à l'armement ».

Dernièrement le président Barack Obama a rencontré Ehoud Barak, le ministre israélien de la Défense, en privé, derrière des portes closes (le 16 décembre), fait à peine cité par les médias étasuniens. La réunion s'est tenue en périphérie de Washington D.C., à l'hôtel Gaylord de National Harbor dans le Maryland, sous les auspices de l'[Union for Reform Judaism](#)

Barack rencontre Barak, Barack Obama et le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak. 16 décembre 2011 à la Plénière biennale de l'URJ à l'hôtel Gaylord de National Harbor. (Photo de la Maison-Blanche.)

On ne peut pas sous-estimer l'importance de cette réunion privée à ce moment opportun sous les auspices de l'URJ. Des reportages suggèrent que cette rencontre était largement axée sur la question d'une attaque des États-Unis et d'Israël contre l'Iran.

Dans un texte du Haaretz, l'analyste politique Amir Oren a décrit cette réunion comme un « feu vert » donné à Israël pour lancer une guerre totale contre l'Iran :

Se pourrait-il que dans l'histoire d'Israël on se souvienne de la réunion d'une demi-heure vendredi dernier entre le président des États-Unis et le ministre de la Défense Ehoud Barak à l'hôtel Gaylord de National Harbor comme du moment où Barack O. a donné le feu vert à E. Barak pour attaquer l'Iran, pour le meilleur ou pour le pire? [...] Peut-on voir cela comme un flashback des pourparlers entre le ministre de la Défense Ariel Sharon et le secrétaire d'État étasunien Alexander Haig à Washington en mai 1982 et ayant donné l'impression (erronée) à Israël qu'il y avait une entente avec les États-Unis pour entrer en guerre avec le Liban [...] ([No sign U.S. has given Israel green light to strike Iran - Haaretz Daily Newspaper | Israel News](#))

Après cette rencontre privée, Obama s'est adressé à la Plénière biennale de l'[Union for Reform Judaism](#) et a rassuré son public en leur affirmant que la « coopération entre nos armées [et nos services de renseignement] n'a jamais été si forte ».

Obama a souligné que l'Iran constitue une « menace à la sécurité d'Israël, des États-Unis et du monde entier [...] » Il a ajouté : « C'est pour cela que notre politique est très claire : nous sommes déterminés à empêcher l'Iran de se procurer des armes nucléaires [...] Et c'est pourquoi [...] nous avons imposé les sanctions les plus complètes et percutantes que le régime iranien ait jamais affrontées [...] Et, rassurez-vous, c'est pour cette raison que nous n'écarterons aucune option. » (Transcription de la [vidéo du discours du président Obama devant l'Union for Reform Judaism le 16 décembre 2011: Discours à la Biennale de l'URJ, 71e Assemblée générale](#). C'est l'auteur qui souligne.)

Vers une attaque « coordonnée » des États-Unis et d'Israël contre l'Iran?

Durant les dernières semaines, les tabloïds étasuniens ont été littéralement couverts de déclarations d'Hillary Clinton et du secrétaire à la Défense Leon Panetta : « aucune option n'est écartée ». Panetta a toutefois indiqué qu'« Israël ne devrait pas envisager d'action unilatérale contre l'Iran », tout en soulignant que « toute opération militaire d'Israël contre l'Iran doit être appuyée par les États-Unis et coordonnée avec eux ». (Déclaration de Leon Panetta le 2 décembre au Saban Center, cité dans [U.S. Defense Secretary: Iran could get nuclear bomb within a year - Haaretz](#), 11 décembre 2011. C'est l'auteur qui souligne.)

La menace d'une guerre nucléaire contre l'Iran

La déclaration « aucune option n'est écartée » indique que les États-Unis envisagent non seulement une attaque contre l'Iran, mais aussi que cette attaque pourrait inclure l'utilisation d'armes nucléaires tactiques antiblockhaus ayant une capacité explosive allant de trois à six fois celle d'une bombe d'Hiroshima. Ironie cruelle du sort, pour riposter contre le programme d'armement nucléaire inexistant de l'Iran on envisage d'utiliser contre lui ces bombes nucléaires « humanitaires » et « pacificatrices » « fabriquées aux États-Unis », lesquelles, selon des « avis scientifiques » d'experts sous contrats avec le Pentagone, sont inoffensives pour les populations civiles environnantes.

Alors que l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires, on mentionne rarement que cinq « États (officiellement) non nucléarisés », incluant l'Allemagne, la Belgique les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie, possèdent des armes nucléaires tactiques fabriquées aux États-Unis et déployées sous commandement national sur leurs bases militaires respectives. On prévoit utiliser cet arsenal nucléaire contre l'Iran.

Le stockage et le déploiement de B61 tactiques dans ces cinq « États non nucléarisés » visent des cibles au Moyen-Orient. Conformément à des « plans de frappe de l'OTAN », ces bombes B61 antiblockhaus thermonucléaires seraient lancées contre la Russie ou des pays du Moyen-Orient comme la Syrie et l'Iran (cité dans [National Resources Defense Council, Nuclear Weapons in Europe](#), février 2005. C'est l'auteur qui souligne.)

Tandis que ces « États nucléarisés non déclarés » accusent Téhéran nonchalamment et sans preuves documentaires de développer des armes nucléaires, ils ont eux-mêmes la capacité de lancer des ogives nucléaires, lesquelles ciblent l'Iran la Syrie et la Russie. (Voir Michel Chossudovsky, [Les « cinq puissances nucléaires » européennes « non déclarées »](#), Mondialisation.ca, 18 février 2010.)

Les armes nucléaires israéliennes visent l'Iran. « Coordination » du déploiement d'armes nucléaires par les États-Unis et Israël.

C'est Israël plutôt que l'Iran qui constitue une menace à la sécurité mondiale.

Israël possède entre 100 et 200 [ogives nucléaires stratégiques](#), toutes déployées contre l'Iran.

Déjà en 2003, Washington et Tel-Aviv confirmaient qu'ils collaboraient au « déploiement de missiles de croisière Harpoon dans la flotte israélienne de sous-marins de classe Dolphin. Ces missiles, fournis par les États-Unis, étaient armés d'ogives nucléaires ».[\(The Observer, 12 October 2003\)](#).

Selon le général russe Leonid Ivashov :

Depuis octobre 2006, l'armée et les cercles politiques israéliens parlent ouvertement de la possibilité de lancer des missiles et d'effectuer des frappes nucléaires contre l'Iran, et G. Bush a immédiatement appuyé l'idée. À l'heure actuelle [2007], on vante les mérites des frappes nucléaires sous la forme d'une « nécessité ». On apprend au public à croire qu'une telle possibilité n'a rien de monstrueux et qu'au contraire, une frappe nucléaire est tout à fait réalisable. On prétend qu'il n'y a aucun autre moyen d'« arrêter » l'Iran. ([Général Leonid Ivashov, Iran Must Get Ready to Repel a Nuclear Attack, Global Research, janvier 2007](#). C'est l'auteur qui souligne.)

Il convient de noter qu'au début du second terme de Bush, le vice-président Dick Cheney avait dit très clairement que l'Iran était « en tête sur la liste » des ennemis voyous des États-Unis et qu'Israël allait, pour ainsi dire, « bombarder pour eux », sans que les États-Unis mettent de pression pour « qu'ils le fassent » et sans s'impliquer militairement.

Dans le contexte ci-dessus, l'analyste politique et historien Michael Carmichael a souligné l'intégration et la coordination du processus décisionnel militaire entre les États-Unis et Israël relativement au déploiement d'armes nucléaires :

Au lieu d'effectuer une frappe nucléaire directe contre les cibles renforcées de l'Iran, les États-Unis



ont donné à Israël le devoir de lancer un ensemble coordonné de frappes nucléaires ciblant des installations nucléaires dans les villes iraniennes de Natanz, Ispahan et Arak. ([Michael Carmichael, Global Research, janvier 2007](#))

« Aucune option n'est écartée » : Qu'est-ce que cela signifie dans le contexte de la planification militaire? L'intégration de systèmes d'armes nucléaires et conventionnelles

Les règles et directives de l'Armée étasunienne régissant l'utilisation des armes nucléaires ont été « libéralisées » (par exemple, elles ont été « déréglementées » par rapport à celles qui prévalaient durant la guerre froide). La décision d'utiliser des armes nucléaires tactiques contre l'Iran ne dépend plus du Commandant en chef, soit Barack Obama. Il s'agit d'une décision strictement militaire. La nouvelle doctrine stipule que le Commandement, le Contrôle et la Coordination (CCC) concernant l'utilisation d'armes nucléaires devraient être « flexible », permettant aux différents commandants de combat de décider d'utiliser ou non des armes nucléaires et à quel moment le faire :

Connue dans les cercles officiels de Washington sous le nom de « Joint Publication 3-12 », la nouvelle doctrine nucléaire (Doctrine for Joint Nuclear Operations, (DJNO) (mars 2005)) réclame « l'intégration des attaques nucléaires et conventionnelles » sous un Commandement et un Contrôle unifié et « intégré » (C2).

On y décrit largement la planification militaire comme un processus décisionnel managérial, où l'on doit atteindre des objectifs stratégiques et militaires grâce à un mélange d'instruments, cela sans trop se préoccuper de la perte de vies humaines qui en résulte.

Cela signifie que si une attaque contre l'Iran est lancée, des armes nucléaires tactiques feront partie intégrante de l'arsenal.

Du point de vue d'un processus décisionnel militaire, « aucune option n'est écartée » signifie que l'armée appliquera « l'utilisation de la force la plus efficace ». Dans ce contexte, les armes conventionnelles et nucléaires font partie de ce que le Pentagone appelle « le coffre à outils » dans laquelle les commandants militaires peuvent piger et choisir les instruments dont ils ont besoin conformément à « l'évolution des circonstances » dans le « théâtre de guerre ». (Voir Michel Chossudovsky, [Is the Bush Administration Planning a Nuclear Holocaust?](#) Global Research, 22 février 2006)

Une fois qu'une décision de lancer une opération militaire est prise (par exemple, des frappes aériennes contre l'Iran), les commandants de théâtre ont une certaine latitude. Cela signifie qu'en pratique, une fois que la décision présidentielle est prise, USSTRATCOM, en liaison avec les commandants de théâtre, peut décider quelles seront les cibles et le type d'armement utilisé. Les armes nucléaires tactiques stockées sont maintenant considérées comme partie intégrante de l'arsenal de champs de bataille. Autrement dit, les armes nucléaires font désormais « partie du coffre à outils » utilisé dans des théâtres de guerre conventionnels. (Michel Chossudovsky, [Targeting Iran, Is the US Administration Planning a Nuclear Holocaust](#), Global Research, février 2006, C'est l'auteur qui souligne.)

L'intégration des guerres conventionnelle et nucléaire. CONPLAN 8022

Relativement à l'attaque planifiée contre l'Iran, la mention de l'intégration des armes nucléaires et conventionnelles, ainsi que l'utilisation de bombes nucléaires de manière préemptive dans un théâtre de guerre conventionnel constitue ce qu'il ya de plus pertinent dans les documents de l'Armée étasunienne

Cette proposition d'« intégrer » des systèmes d'armes conventionnels et nucléaires a d'abord été formulée en 2003 dans le CONPLAN 8022. On le décrit comme étant « un plan concept pour l'utilisation rapide des capacités de guerre conventionnelle, nucléaire et de l'information visant à détruire, de manière préemptive si nécessaire, des cibles "urgentes" n'importe où dans le monde [incluant en Iran] ». (Voir Michel Chossudovsky, [US, NATO and Israel Deploy Nukes directed against Iran](#), Global Research, 27 septembre, 2007). Coordiné par l'US Strategic Command, le CONPLAN est devenu opérationnel au début de 2004. ([Robert S. Norris and Hans M. Kristensen, Bulletin of Atomic Scientists](#)).

Le CONPLAN ouvre une boîte de Pandore militaire. Il brouille la ligne séparant les armes

conventionnelles des armes nucléaires et ouvre la porte à l'utilisation préemptive de bombes nucléaires « n'importe où dans le monde ».

L'absence de sensibilisation du public

La « communauté internationale » a cautionné une attaque contre l'Iran au nom de la paix mondiale. « Rendre le monde plus sécuritaire » constitue la justification pour lancer une opération militaire qui pourrait résulter en un holocauste nucléaire.

Alors que l'on peut concevoir la perte de vie et la destruction résultant des guerres actuelles, incluant celles d'Irak et d'Afghanistan, il est impossible de comprendre entièrement la dévastation que pourrait entraîner une Troisième Guerre mondiale employant de « nouvelles technologies » et des armes sophistiquées, dont des bombes nucléaires, avant que cela ne se produise et devienne une réalité.

Les entreprises médiatiques bloquent délibérément la couverture de ces préparatifs de guerre. La guerre contre l'Iran et les dangers d'escalade ne sont pas considérés comme des « unes » de journaux. Les médias dominants ont exclu les analyses de fond et les débats sur les implications de ces plans de guerre.

L'Iran ne représente pas une menace nucléaire.

La menace à la sécurité mondiale émane de l'alliance militaire entre les États-Unis, l'OTAN et Israël, laquelle envisage, dans le cadre de CONPLAN, l'utilisation d'armes thermonucléaires contre un État non nucléarisé.

Dans les termes du général Ivashov : « On fait croire à l'opinion publique qu'une telle possibilité n'a rien de monstrueux. » Les armes nucléaires font partie du « coffre à outils ».

Une attaque contre l'Iran aurait des conséquences dévastatrices. Elle déclencherait une guerre régionale totale de l'est de la Méditerranée à l'Asie centrale, conduisant peut-être l'humanité à un scénario de Troisième Guerre mondiale.

L'administration Obama représente une menace nucléaire.

L'OTAN représente une menace nucléaire.

Cinq États européens « non nucléarisés » (l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie) détenant des armes nucléaires tactiques déployées sous commandement national et devant être utilisées contre l'Iran constituent une menace nucléaire.

Le gouvernement israélien du premier ministre Benjamin Netanyahu représente non seulement une menace nucléaire, mais aussi une menace à la sécurité du peuple israélien, induit en erreur quant aux implications d'une attaque des États-Unis et d'Israël contre l'Iran.

La complaisance de l'opinion publique occidentale, incluant des segments du mouvement antiguerre étasunien, est troublante. Aucune préoccupation n'a été exprimée dans la sphère politique concernant les conséquences probables d'une attaque contre l'Iran par les États-Unis, l'OTAN et Israël, et l'utilisation d'armes nucléaires contre un État non nucléarisé.

Une telle action entraînerait l'« impensable » : un holocauste nucléaire sur une grande partie du Moyen-Orient

Il convient de noter qu'un cauchemar nucléaire aurait lieu même si l'on n'utilisait pas d'armes nucléaires. Le bombardement des installations nucléaires iraniennes à l'aide d'armes conventionnelles contribuerait à déclencher un désastre du même genre que Tchernobyl ou Fukushima avec des retombées radioactives de grande envergure.

Discours de Barack Obama devant l'Union of Reform Judaism, 16 décembre 2011

Transcription (Extraits)

« Je souhaite la bienvenue au vice-premier ministre et ministre de la Défense Ehoud Barak. (Applaudissements.) La coopération entre nos armées n'a jamais été aussi forte et je voudrais remercier Ehoud pour son leadership, son engagement de toute une vie envers la sécurité d'Israël et la recherche d'une paix juste et durable. (Applaudissements.) Le programme nucléaire de l'Iran représente également une importante source d'inquiétudes et une menace pour la sécurité d'Israël, des États-Unis et du monde entier. C'est pour cela que notre politique est très claire : nous sommes déterminés à empêcher l'Iran de se procurer des armes nucléaires. (Applaudissements.) Et c'est pourquoi, dès que je suis entrée en fonction, nous avons travaillé assidument avec nos alliés et

partenaires et nous avons imposé les sanctions les plus complètes et percutantes que le régime iranien ait jamais affrontées. Nous n'en avons pas seulement discuté, nous avons agi. Et nous allons maintenir la pression. (Applaudissements.) Et, rassurez-vous, c'est pour cette raison que nous n'écartons aucune option. Nous avons été clairs.

Nous continuerons à appuyer nos amis et alliés israéliens comme nous l'avons fait lorsqu'ils en ont eu le plus besoin. En septembre, lorsqu'un gang a menacé l'ambassade israélienne au Caire, nous nous sommes assurés que les hommes et les femmes qui y travaillaient puissent sortir en sécurité.

(Applaudissements.) L'an dernier alors que des incendies menaçaient Haïfa, nous avons dépêché des avions anti-incendie pour aider à éteindre le feu. (Applaudissements.)

Sous ma surveillance, les États-Unis d'Amérique ont montré l'exemple, de Durban aux Nations Unies, en contrant les tentatives d'utiliser les forums internationaux pour délégitimer Israël et nous continueront à le faire. (Applaudissements.) C'est ce que font les amis et alliés l'un pour l'autre. Alors ne laissez personne vous dire le contraire. Nous avons été présents et le seront encore. Voilà les faits. (Applaudissements.)

Michel Chossudovsky

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).

Michel Chossudovsky

*Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).*

Article original en anglais : [Preparing to Attack Iran with Nuclear Weapons: "No Option can be taken off the Table."](#)

publié le 26 décembre 2011

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28473>

---

3-4 Chems Eddine CHITOUR : Embargo pétrolier de l'Iran : coup d'épée dans l'eau ou apocalypse.  
« *La dissimulation est aux affaires ce que l'alliage est à la monnaie : un peu est nécessaire, trop la discrédite.* »

Ce proverbe iranien qui a traversé le temps est plus que jamais d'actualité. Peut-être que la mentalité iranienne que l'Occident dédaigne de connaître, fait que nous sommes en présence d'un gigantesque malentendu sur le programme nucléaire militaire iranien, contrairement à celui d'Israël qui lui est bien réel. Il n'empêche ! L'année démarre mal avec comme punition, les velléités d'embargo du pétrole iranien. Cet embargo sera-t-il efficace ? Etouffera-t-il l'Iran ? Renversera-t-il Ahmadinejad pour mettre à la place une marionnette pro-occidentale qui arrêtera le programme nucléaire civil, répondant de ce fait, à l'exigence américano-israélienne. Quelles sont les conséquences ?

On sait que l'Iran détient 10% des réserves pétrolières mondiales prouvées (ce qui place le pays à la 3e place dans le monde). L'Iran possède également les secondes réserves de gaz naturel mondiales (15% du total mondial) ; celles-ci sont exploitées principalement pour l'usage domestique. L'Iran est un grand pays qui essaie de diversifier d'une façon cohérente l'utilisation de ses ressources, notamment par la construction de barrages hydroélectriques...

### **L'embargo du pétrole iranien**

On apprend que l'Allemagne et la France ont réussi à « imposer » aux petits pays européens l'ordre de ne pas acheter du pétrole iranien. L'embargo est considéré comme « Une très bonne nouvelle » par les États-Unis qui se félicitent de l'accord de principe conclu par les pays européens pour imposer un embargo sur l'achat de brut iranien. Deuxième pays producteur de l'Opep, l'Iran tire 80% de ses rentrées de devises de ses exportations de pétrole, soit environ 100 milliards de dollars pour l'année iranienne en cours (mars 2011 - mars 2012). La Russie, la Chine et d'autres pays asiatiques ont

récemment affirmé leur opposition à un embargo pétrolier. Les Etats-Unis ont renforcé ces derniers jours leurs sanctions contre le secteur financier iranien, via le gel des avoirs de toute institution financière étrangère qui commercerait avec la Banque centrale iranienne dans le secteur du pétrole. Pour Zhor Hadjam, Téhéran a menacé de bloquer le détroit d'Ormuz, un canal stratégique par où transitent entre un tiers et 40% du trafic maritime pétrolier mondial, ajoutant aux incertitudes. Des tensions persistantes qui ont eu leur impact sur le baril de Brent qui a atteint, le 3 janvier, 112,59 dollars, son niveau le plus élevé depuis le 15 novembre 2011. Il faut savoir que l'Iran produit quelque 3,5 millions de barils par jour et exporte environ 2,5 millions de barils par jour, dont près de 18% sont destinés à l'Europe. Pour contourner la pression occidentale des sanctions, l'Iran s'est tourné vers l'Asie pour faire baisser sa dépendance par rapport au marché européen. La France et l'Allemagne défendent l'idée d'un embargo sur l'achat de brut iranien, mais certains pays européens s'y opposent fermement ; Téhéran vend quelque 450.000 barils aux Européens, essentiellement à l'Italie qui dépend à plus de 40% du pétrole iranien (180.000 barils), à l'Espagne (160.000 barils) et à la Grèce (100.000 barils). De plus, la recherche d'autres sources de substitution, venant d'Arabie Saoudite (qui s'est déclarée disposée à fournir plus de barils) et de Libye, reste aléatoire et ne tranquillise pas totalement les pays européens réticents. Selon certaines estimations, la Libye ne produit actuellement que 800.000 barils par jour. (1)

Le ministre iranien du Pétrole, Rostam Qasemi, cité par l'hebdomadaire Aseman, déclare que le prix de 200 dollars que pourrait atteindre le baril en cas de nouvelles sanctions occidentales contre Téhéran. « Pour Nicholas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, interviewé par Melissa Roumadi, l'embargo sur les importations de pétrole iranien aura des conséquences considérables sur le marché pétrolier pour deux raisons. La première est que ceci priverait les pays consommateurs de tout ce que l'Iran exporte comme pétrole. La seconde est qu'il y a le risque de représailles du côté des Iraniens. Ceux-ci ne s'en cachent pas. Ils menacent de fermer le détroit d'Ormuz par où passe une grande partie des exportations mondiales de pétrole. (...) Personne ne peut prévoir jusqu'où les prix du pétrole pourraient aller. On ne peut pas donner un chiffre comme ça avant même que d'éventuels événements aient lieu. Ce qui est certain, c'est qu'il y aura une très forte augmentation des prix. Qu'ils passent à 150 dollars, à 180 ou à 200 dollars et plus, toutes les hypothèses sont possibles. Ce qui est certain, c'est qu'une telle possibilité aurait des effets désastreux sur le marché pétrolier. » (2)

« Il y aura, poursuit l'expert, un impact certain sur les économies de tous les pays consommateurs de pétrole, y compris les pays de la zone euro qui dépendent, en grande partie, du pétrole iranien. La demande augmente alors que les capacités non utilisées de production deviennent limitées et les découvertes se font rares. Le développement de nouvelles capacités de production est assez lent. (...) Ce dont je doute. Le risque est trop grand pour les Etats-Unis et l'Europe pour avancer dans ce sens et interdire le pétrole iranien. ... Depuis plusieurs années déjà, ces pays (Etats-Unis, Europe, Ndlr) ont cherché à étrangler l'Iran pour faire pression et le pousser à arrêter son programme nucléaire. Ils n'ont pas réussi jusqu'ici. Un durcissement des sanctions que ce soit dans le domaine pétrolier, financier ou autre qui irait jusqu'à présenter un risque plus grave pour l'économie iranienne, il faudrait s'attendre dans ce cas à des représailles du côté iranien. » (2)

### **Que se passera-t-il si l'embargo est décrété ?**

En fait, de notre point de vue, il ne se passera rien d'exceptionnel, les prix pourraient augmenter pour une très courte période et redescendre tout aussi brutalement. Les Occidentaux jouent à se faire peur et à faire peur en parlant de la catastrophe de la fermeture du détroit d'Ormuz. Est-ce la fin du Monde ? De fait, ce sont les petits pays qui seront les premiers touchés. D'abord, les Etats-Unis ne sont pas concernés, ils se ravitaillent ailleurs. De plus, il ne faut jamais oublier que l'Agence internationale de l'énergie, le gendarme pétrolier à la solde de l'Empire, veille au grain. On sait que cette institution créée par Henry Kissinger en 1974 pour « casser l'Opep » fait dans ses statuts obligation aux membres- les pays de l'Otan- de constituer des stocks de sécurité de 90 jours pour amortir le choc en cas de conflit. En clair, si un conflit est déclaré, les membres de l'AIE vont déstocker leurs réserves, ils vont créer une abondance artificielle qui va annihiler l'effet d'augmentation due à une rareté conjoncturelle.

Cette « façon de faire » est absolument contraire à l'esprit de la doctrine libérale de l'offre et de la demande, mais qui peut protester ? Ces scénarios ont fonctionné dans les derniers conflits. Il faut

cependant que le conflit ne dure pas plus de trois mois. L'Empire et ses vassaux ont les moyens de juguler la flambée des prix. Seuls les marchés financiers de la spéculation peuvent les perturber. De ce fait, il ne faut pas être naïf pour croire que les kermesses de l'Opep servent à quelque chose, les décisions sont prises ailleurs, elles sont annoncées et imposées par l'Arabie Saoudite et les roitelets du Golfe pour le compte de l'Empire. En décembre 2011, à la réunion de l'Opep, l'Iran a réclamé en vain une baisse de la production de l'Arabie et du Koweït. On dit que les Etats-Unis sont le membre le plus important de l'Opep.

Pourtant, il semble que l'Empire craque de partout au profit de l'Asie. « Requiem pour les États-Unis d'Amérique, tels que vous les avez connus depuis la guerre, écrit Robert Bibeau. Après moins de soixante-dix ans de règne sans partage - si ce n'est quelques velléités du social-impérialisme soviétique (1955- 1989) - l'empereur d'Occident poursuivra sa descente aux enfers encore cette année. L'agonie de l'Empire amorcée en 2008 - crise des subprimes - prolongée en 2011 - crise de la dette souveraine - se poursuivra en 2012 et s'étiolera sur quelques années. Au cours de cette période, les États-Unis seront simultanément insolvables et ingouvernables, transformant en « bateau-ivre » ce qui fut le « navire-amiral » de la flotte impérialiste occidentale (...) Le déclin de l'empire américain est bien certain. Les émissions de dollars (Quantitative Easing) de 2009 et 2010 n'auront servi qu'à plomber le navire à la dérive. Les agences de notation anglo-saxonnes et les banquiers de Wall Street le savent pertinemment, en 2012 ne soyez pas étonnés d'apprendre qu'ils convertissent une partie de leurs avoirs - dollars - en euros, en yuans, en francs suisses, en or...Les rats ont commencé l'an dernier à abandonner le navire-ivre. » (3)

« Dans le monde occidental, poursuit Robert Bibeau, l'impérialisme étatsunien aux abois - l'ennemi irréductible de l'impérialisme chinois - essaiera de soulever une vague de protectionnisme et de nationalisme fanatique et les États-Unis tenteront d'impulser une désastreuse « Guerre froide » contre la Chine. Au cours de 2011, Obama a fourni le cadre et la justification d'une confrontation à grande échelle et de longue durée avec la Chine. Ce sera un effort désespéré pour maintenir l'influence étatsunienne et conserver ses positions stratégiques en Asie et partout dans le monde. « Le « quadrilatère de pouvoir » de l'armée étatsunienne - les États-Unis, le Japon, l'Australie et la Corée - avec le soutien des satellites philippins, essaieront de détruire les liens commerciaux de la Chine au moyen de la puissance militaire de Washington. (...) La déconfiture économique et sociale de l'Amérique commande cette action « audacieuse et périlleuse », pensent un certain nombre de stratèges du Pentagone et de Wall Street. La déstabilisation des approvisionnements en hydrocarbure de la Chine, du Japon et de l'Euroland permettra aux États-Unis (qui ne s'approvisionnent pas au Proche-Orient) de se refaire une autorité sur les marchés boursiers - folle équipée de financiers désespérés. (3)

Malgré cela, les Etats-Unis resteront la première puissance militaire malgré une croissance moins soutenue de leur budget militaire, a promis Barack Obama, qui a présenté le 5 janvier une réforme de la doctrine militaire prévoyant une baisse des effectifs. « Notre armée sera plus réduite, mais le monde doit savoir que les Etats-Unis vont maintenir leur supériorité militaire avec des forces armées mobiles, souples et prêtes à faire face à toutes les éventualités et les menaces », a déclaré le président, s'adressant à la presse au Pentagone.

A cette stratégie du pire, à ces bruits de bottes savamment entretenus, on peut ajouter le rôle des vassaux. Pour pouvoir étouffer financièrement l'Iran, il est nécessaire que ceux qui s'approvisionnaient par l'Iran puissent ne pas manquer de pétrole. C'est là qu'interviennent les pays du Golfe et principalement l'Arabie Saoudite dont le rôle sera justement d'ouvrir les vannes. Karim Mohsen s'interroge justement sur l'armement saoudien. Il écrit : « L'Arabie Saoudite vient d'acquérir 84 chasseurs-bombardiers F-15 américains pour la modique somme de 29,4 milliards de dollars. (...) Pour se prémunir contre qui ? Israël ou l'Iran ? Il faut savoir que dans les ventes de ces armes aux pays arabes, un alinéa interdit leur utilisation contre Israël. Ceci dit, « l'ennemi » pour lequel les Etats-Unis arment l'Arabie Saoudite est donc identifié : l'Iran ! On relève, dès lors, qu'il y a là comme un défaut : l'Arabie Saoudite, siège des Lieux Saints de l'Islam, et qui accueille (à Djeddah) l'Organisation de la Conférence islamique (OCI, 57 pays, dont l'Iran) peut-il être l'ennemi d'un autre pays musulman ? Désormais la question se pose avec gravité : le combat que les Etats-Unis mènent contre l'Iran peut-il être celui de l'Arabie Saoudite ? » (4)

Une attaque contre l'Iran est annoncée depuis plusieurs années par différents services de renseignement privés, dont les plus sérieux. Pour ce faire il faut sauter le verrou syrien, il sera facile, alors pour Israël qui piaffe d'impatience - à moins que cela ne soit un bluff - de « traverser » le territoire syrien et ce qui reste du territoire pour aller tester ses missiles Jéricho sur les Iraniens. « La déstabilisation de la Syrie, écrit Gilles Munier, comme celle de l'Irak, fait partie du projet de démembrement du Monde arabe sur des bases ethniques, tribales ou confessionnelles. Les contre-mesures adoptées pour détourner les « Printemps arabes » de leurs objectifs semblent inspirées du plan Yinon de 1982, du nom d'un fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères qui préconisait la création de mini-Etats antagonistes partout dans le Monde arabe. (...) La politique de la canonnière - ou du porte-avions - est de retour, comme au XIXe siècle au service des intérêts économiques et géostratégiques occidentaux. L'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye et bientôt, peut-être, la Syrie et l'Iran en ont été, sont ou seront les victimes. Je ne suis pas le seul à penser que pour enrayer leur déclin économique et politique, les Etats-Unis et leurs alliés s'en prendront à la Fédération de Russie et à la Chine. (...) Barack Obama a si peur du lobby israélien qu'il fera à peu près n'importe quoi pour s'assurer du vote juif cette année. Chaque fois qu'on l'accuse de ne pas être assez ferme avec l'Iran, il augmente d'un cran les mesures contre l'Iran. » (5)

Devant cette apocalypse annoncée, y a-t-il un pilote dans le vaisseau Terre ? Cette course vers l'abîme est porteuse de tous les dangers. Pourquoi ne pas se mettre autour d'une table et parler de l'avenir de la planète dans la dignité et le respect de chacun en demandant d'abord aux 5 membres du Conseil de sécurité de permettre des inspections de leur programme nucléaire, pourquoi ne pas parler de dénucléarisation du Moyen-Orient ? Pourquoi prendre par la force ce qui ne vous appartient pas ? Pourquoi imposer une fausse démocratie aéroportée qui apporte le chaos, le sang, les larmes, une violence permanente ? Pourquoi ne pas régler le problème de la place de l'homme par rapport au capital, à l'ultralibéralisme ? Quand quelques milliers d'oligarques sont plus riches que la moitié de la planète, il y a lieu de s'indigner. Une guerre nucléaire sera mondiale, les Chinois et les Russes ne laisseront pas faire, car après, ce sera leur tour. C'est peut-être cela la fin de l'espèce humaine prévue par les calendriers mayas.

Chems eddine Chitour

1. Zhor Hadjam : Le prix du pétrole pourrait connaître une forte hausse El Watan 5 01 2012
2. Melissa Roumadi : Nicolas Sarkis « Le contexte pétrolier n'est pas favorable à des sanctions contre l'Iran » El Watan 05.01.12
3. Robert Bibeau <http://www.centpapiers.com/deux-mille-douze-avant-et-apres/9...>
4. Karim Mohsen : Mais contre qui s'arme donc Riyadh ? L'Expression 05 Janvier 2012
5. Gilles Munier <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28...>

Chems Eddine CHITOUR

10 janvier 2012

<http://www.legrandsoir.info/embargo-petrolier-de-l-iran-coup-d-epce-dans-l-eau-ou-apocalypse.html>

---

3-5 Michael Bar-Zvi : Les scientifiques iraniens sont-ils les seuls en danger ?

Au lendemain de l'annonce de l'ouverture de l'usine souterraine d'enrichissement d'uranium à Fordow, l'ingénieur chargé des importations pour la centrale nucléaire de Natanz, Mostapha Ahmedi Roshan a perdu la vie dans un attentat à Téhéran.

La technique utilisée, une fois encore, est celle de ce qu'on appelle la sticky bombe, lorsque deux motards placent une charge explosive sur la portière d'un véhicule en mouvement. Le temps de réaction ne permet pas aux passagers de stopper le véhicule avant l'explosion, qui, en général est très meurtrière pour les personnes à bord, sans pour autant provoquer d'importants dégâts à l'environnement, ni même au véhicule lui-même.

Cette méthode a été déjà appliquée à plusieurs reprises pour la liquidation d'autres ingénieurs iraniens. Les médias attribuent bien entendu cet acte au Mossad, avec l'aide des américains. Pourtant, il faut savoir qu'une telle action ne peut se dérouler qu'avec l'aide de personnes locales. On évoque l'opposition iranienne ou la résistance kurde, car aussi bien pour l'exécution d'une telle opération, que pour la fuite des auteurs, il est nécessaire de connaître le terrain à la perfection.

Ces actions entravent et retardent sérieusement l'avancée du programme de développement nucléaire

iranien, mais elles ne l'arrêtent pas pour autant. Cette tactique de retardement repose sur deux principes : le premier est la volonté de ne pas attaquer l'Iran de manière frontale, et de ne pas lui donner le prétexte d'une contre-attaque contre des cibles civiles et militaires israéliennes.

Le second principe est l'espoir, qui, ces derniers jours, ne semble plus infondé, de voir les américains changer leur attitude attentiste pour une politique plus musclée.

Plusieurs sources, proches de la Maison-Blanche, ont affirmé que le président Obama et le secrétaire d'Etat à la défense Panetta ont rencontré les représentants des pays du Golfe, et notamment l'Arabie Saoudite, pour les informer de l'élévation du niveau d'alerte américain dans le détroit d'Ormuz et de l'éventualité d'une intervention armée si les Iraniens mettaient à exécution leurs menaces de fermeture. La circulation dans le détroit est vitale pour les exportations de pétrole des pays du Golfe, auxquels les Etats-Unis et l'Europe ont demandé d'augmenter leur production, dans le cadre de l'application d'un boycott à l'encontre de l'Iran.

L'analyse des spécialistes israéliens, formulée il y a quelques années déjà, prend aujourd'hui tout son sens. Israël n'est pas le seul pays menacé par la bombe iranienne, et un jour ou l'autre les Etats occidentaux et les autres régimes de la région finiront par arriver à la conclusion qui s'impose : empêcher Téhéran de se munir de l'arme fatale. En attendant, il faut mettre tout en œuvre pour retarder l'échéance.

*Jamais l'expression "mieux vaut tard que jamais" n'aura été aussi judicieuse.*

Chronique du 12 janvier 2012 Yod Zain Be Tevet 5772

Michael Bar-Zvi

vendredi 13 janvier 2012,

[http://www.jforum.fr/forum/israel/article/les-scientifiques-iraniens-son?utm\\_source=activetrail&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=newsletter%20du%2013-01-2012](http://www.jforum.fr/forum/israel/article/les-scientifiques-iraniens-son?utm_source=activetrail&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter%20du%2013-01-2012)

---

#### 4 Annexe

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 Maxime Chaix : La guerre financière globale, l'escalade dans le golfe Persique et les menaces vitales contre le système des pétrodollars.

Standards & Poor's – certainement visée par l'ancien Président français Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il parlait d'« [officines](#) » déstabilisant l'économie européenne – perpétue une stratégie de diversion en dégradant la note de [neuf pays](#) de l'Euroland, parmi lesquels la France, l'Italie, le Portugal, l'Autriche et l'Espagne. L'entreprise financière Standards & Poor's, critiquée depuis une décennie pour son incapacité à prédire l'effondrement d'[Enron](#), de [Lehman Brothers](#) et plus récemment de [MF Global](#), provoque donc un choc psychologique en France à 100 jours de l'élection présidentielle, les effets de cette « dégradation » étant sur-amplifiés par une certaine [dramatisation](#) médiatique.

Si l'on adhère à la lecture des événements que partagent Valéry Giscard d'Estaing, le chercheur [Emmanuel Todd](#) ou la présidente du MEDEF [Laurence Parisot](#), la guerre psychologique menée contre l'Europe par les « officines » anglo-saxonnes et leurs relais médiatiques et spéculatifs monte en intensité, l'Euroland étant ciblé dans son ensemble. Pourtant, de l'autre côté de l'océan Atlantique, les États-Unis – qui malgré leurs difficultés structurelles restent la première puissance mondiale sur le plan financier, militaire, culturel et économique – affichent un endettement national de plus de 15 000 000 000 000 de dollars US, pour une dette totale avoisinant les 56 000 000 000 000 de dollars US, selon les [chiffres officiels](#) de l'horloge nationale de l'endettement des États-Unis.

Au vu de cette dette gargantuesque, nous pouvons affirmer avec confiance que, dans l'hypothèse où le système des pétrodollars s'effondre du fait de la diversification monétaire dans les échanges commerciaux et pétroliers internationaux, les États-Unis en tant qu'État fédéral font faillite et se retrouvent *de facto* en catégorie D (« En défaut »), quelle que soit la position des agences de notation. Dans ce contexte, les généraux du Pentagone, qui représentent l'omnipuissant [complexe militaro-financier-énergétique](#) des États-Unis, ne peuvent accepter la politique d'abandon du dollar comme monnaie d'échanges pétroliers qui est menée par l'Iran, en ce qu'elle constitue par essence une menace vitale contre le système des pétrodollars. Par conséquent, tout porte à croire que les généraux du Comité

des chefs d'État-major interarmées du Pentagone ([JCS](#)) planifient un conflit armé contre l'Iran, comme l'indiquent les dernières déclarations du [général Dempsey](#) – qui dirige le JCS – et de Leon Panetta, le secrétaire à la Défense à l'origine du récent [durcissement rhétorique](#) visant l'Iran (avant l'offensive économique, psychologique et stratégique actuelle).

Aujourd'hui, les États-Unis mènent à l'égard de l'Iran une guerre économique [totale](#), accompagnée de mouvements militaires à grande échelle. Ce déploiement stratégique est axé sur le positionnement prochain d'au moins [deux porte-avions US](#) dans le golfe Persique (l'USS Carl Vinson étant censé relever l'USS John Stennis, avant d'être rejoint par l'[USS Abraham Lincoln](#)). Cette importante planification [écourte les nuits](#) du commandant en chef de l'*US Navy*, l'amiral Jonathan Greenert, selon ses propres déclarations publiques.

Depuis le naufrage de l'USS *Maine* dans le port de Cuba en 1898, dont l'exploitation médiatique provoqua la guerre hispano-américaine, en passant par les mystérieux [incidents du golfe du Tonkin](#) du 4 août 1964 qui précipitèrent les États-Unis dans la guerre contre le Nord-Vietnam, l'Histoire militaire des États-Unis reste entachée de zones d'ombres lorsqu'il est question des incidents navals comme *casus belli*, et plus généralement des [justifications](#) précipitant les forces armées US dans leurs récentes guerres. Sachant que Dick Cheney avait [songé](#), selon Seymour Hersh, à organiser une attaque sous faux pavillon contre des navires de la 5<sup>ème</sup> flotte des États-Unis – envisageant une opération contre la flotte US par des *Navy Seals* grimés en Gardes révolutionnaire iraniens à proximité du détroit d'Ormuz – une provocation navale immédiatement attribuée à l'Iran semblerait suffire au déchainement de la puissance militaire des États-Unis contre un Iran déterminé à résister. Il semblerait que de telles [provocations](#) soient [en cours](#) au moment où ces lignes sont écrites. Quoiqu'il en soit, l'on pourrait penser qu'en ne réagissant pas militairement à la politique étrangère de l'Iran, les hauts responsables US auraient beaucoup plus à craindre de l'effondrement du système des pétrodollars que d'une guerre contre l'Iran, aux conséquences pourtant incalculables au vu du contexte économique et financier particulièrement volatile (quoique propice aux augmentations constantes du prix des hydrocarbures). Sans surprise, les pétromonarchies du Golfe et Israël soutiennent ouvertement cette guerre.

Quoiqu'il en soit, à travers la politique étrangère iranienne, le *statu quo* des pétrodollars semble sérieusement menacé. Aujourd'hui, la Chine achète le pétrole iranien en [euros](#), et les États-Unis ne semblent pas en mesure d'[influer](#) sur la politique chinoise vis-à-vis de l'Iran, les relations sino-iraniennes [datant](#) de la période préislamique, au 1<sup>er</sup> siècle avant Jésus Christ. L'Inde est en train de mettre en place un système d'achat de l'or noir perse en [roupies](#). Enfin, la Russie s'apprête à mettre en œuvre avec l'Iran un [accord](#) d'échanges pétroliers et commerciaux en rial et en roubles. [Comme elle l'a fait il y a quelques mois avec la Russie](#), la Chine a également adopté avec le Japon un système d'échanges énergétiques et commerciaux centré sur leurs monnaies respectives. La suprématie du dollar comme monnaie de réserve internationale est donc indiscutablement mis à mal. Toutefois, le système des pétrodollars qui l'impose depuis des décennies est encore plus dangereusement remis en cause par une politique d'affirmation de puissance invariablement menée par l'Iran.

Comme l'a écrit avec justesse Peter Dale Scott à l'aube du conflit ayant déstructuré la [Libye](#), « La question du pétrole est étroitement liée à celle du dollar, car le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale dépend largement de la décision de l'OPEP de libeller les achats du pétrole de l'OPEP en dollars. L'économie actuelle des pétrodollars se fonde sur deux accords secrets passés durant les années 1970 avec les Saoudiens pour recycler les pétrodollars dans l'économie des États-Unis. Le premier de ces accords assurait une participation spéciale et durable de l'Arabie saoudite dans la santé du dollar US ; le second sécurisait un soutien saoudien continu pour la tarification de l'intégralité du pétrole de l'OPEP en dollars. Ces deux accords garantissaient que l'économie des États-Unis ne serait pas affaiblie par les hausses de prix du pétrole de l'OPEP. Depuis lors, le plus lourd fardeau a en fait été porté par les économies des pays les moins développés, qui doivent acheter des dollars pour leurs fournitures en pétrole. Comme Ellen Brown l'a relevé, d'abord l'Irak et ensuite la Libye ont décidé de défier le système des pétrodollars et de stopper leurs ventes de pétrole en dollars, peu avant que ces deux pays ne soient attaqués ». Aujourd'hui, l'Iran semble être dans cette position de « cible » chez les planificateurs militaires du Pentagone. Toutefois, ce pays vient de démontrer qu'il est



opérationnellement [capable](#) de boucher l'aorte d'une économie mondiale fragilisée et instable : le détroit d'Ormuz.

Maxime Chaix

*Maxime Chaix, traducteur et analyste politique indépendant.*

15 janvier 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Copyright Maxime Chaix, [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca),

Le 15 janvier 2012

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28680>

[www.Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca)

---

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19